

Le 11 août 2017

TELUS annonce d'excellents résultats au deuxième trimestre de 2017

Nombre élevé de nouveaux abonnés des services mobiles, soit 99 000 nouveaux abonnés nets aux services postpayés de haute qualité, une hausse de 62 pour cent par rapport à l'an dernier

Le taux de désabonnement des services mobiles postpayés de 0,79 pour cent, le plus bas jamais enregistré, combiné à une croissance du PMAA de 3,9 pour cent, entraîne les revenus à long terme les plus élevés de l'industrie, soit 6 700 \$, une hausse de 19 pour cent par rapport à l'an dernier

121 000 nouveaux abonnés aux services mobiles postpayés, Internet et TELUS TV, une hausse de 32 pour cent par rapport à l'an dernier

Croissance du BAIIA et des produits d'exploitation consolidés de 3,6 pour cent et de 3,9 pour cent, respectivement, y compris une excellente croissance des profits tirés des services filaires de 4,1 pour cent

Vancouver (C.-B.) – Les produits d'exploitation consolidés de TELUS Corporation ont augmenté de 3,9 pour cent pour atteindre 3,3 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2017, par rapport à la même période de l'année précédente. Cette hausse reflète une croissance supérieure des produits d'exploitation tirés des services de réseau du secteur mobile et des services de données du secteur filaire, lesquels produits représentent 85 pour cent des produits d'exploitation consolidés. Le bénéfice d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)¹ a augmenté de 0,4 pour cent pour s'établir à 1,2 milliard de dollars, tandis que le BAIIA ajusté a affiché une hausse de 3,6 pour cent, car la croissance supérieure des produits d'exploitation et l'exécution continue des initiatives d'efficacité opérationnelle ont compensé la hausse des coûts visant l'augmentation des volumes bruts d'acquisition et de rétention de clientèle des services mobiles.

« TELUS a affiché d'excellents résultats au deuxième trimestre, notamment un nombre élevé de nouveaux abonnés aux services mobiles postpayés de haute qualité, qui s'appuient sur des résultats sans précédent de l'équipe TELUS au sein de l'industrie en matière de fidélisation de la clientèle et de revenus à long terme, a affirmé Darren Entwistle, président et chef de la direction. Fait important, nous avons continué de produire des résultats financiers indiquant une création de valeur et d'afficher un volume élevé de mises en service, ce qui témoigne de la rigueur opérationnelle de la société, de la haute qualité de nos actifs dans les secteurs mobile et filaire, ainsi que de la détermination de notre équipe à respecter notre promesse Les clients d'abord. »

« Grâce à l'exécution constante de notre stratégie de longue date, nous continuons d'exploiter nos programmes de répartition du capital axés sur la valeur à long terme pour les clients et les investisseurs, a poursuivi M. Entwistle. Il s'agit notamment d'investir dans les réseaux à large bande afin d'offrir des capacités évoluées aux clients pour les prochaines décennies, tout en tirant parti de notre réputation de fournir aux investisseurs le meilleur programme pluriannuel de croissance du dividende de l'industrie, qui vise une croissance annuelle du dividende de 7 à 10 pour cent jusqu'en 2019. TELUS a notamment remis plus de 14 milliards de dollars à ses actionnaires, dont 9 milliards de dollars en dividendes ou 24 \$ par action depuis 2004, ce qui montre sa capacité à offrir les meilleures initiatives qui soient au profit des actionnaires. »

« Les solides résultats financiers de TELUS et ses volumes d'acquisition et de rétention de clientèle de haute qualité reflètent l'accent mis par notre équipe sur l'excellence opérationnelle, la rigueur financière et les économies de coûts, a déclaré Doug French, vice-président à la direction et chef des services financiers. Ces résultats financiers solides et constants reposent aussi sur l'engagement de longue date de l'ensemble de l'équipe à accorder la priorité aux clients, qui renforce notre confiance à l'égard de nos initiatives de répartition du capital, de nos priorités de croissance future et de notre capacité à maintenir un solide bilan durant cette période de forte intensité du capital. »

Dans le secteur mobile, les produits d'exploitation tirés du réseau ont augmenté de 7,2 pour cent pour atteindre 1,7 milliard de dollars, ce qui reflète la hausse du PMAA découlant du passage des clients à des forfaits à tarif supérieur, dont les forfaits Extra Plus, ainsi que l'utilisation accrue des données, la croissance continue du nombre d'abonnés aux services postpayés, y compris les abonnés acquis de Manitoba Telecom Services (MTS), et la hausse des produits d'exploitation tirés de l'itinérance. Dans le secteur filaire, les produits d'exploitation tirés de l'équipement et des services de données ont augmenté de 5,6 pour cent pour atteindre 1 milliard de dollars, ce qui reflète la hausse des produits d'exploitation tirés des services Internet et de données améliorées découlant d'une hausse constante du nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse et d'une augmentation des produits d'exploitation par client, la croissance des produits d'exploitation des services d'impartition des processus d'affaires, la hausse du chiffre d'affaires de TELUS Santé découlant d'une croissance organique attribuable à l'augmentation des produits d'exploitation tirés des services professionnels et du soutien et aux acquisitions, ainsi qu'une hausse des produits d'exploitation tirés de TELUS TV en raison de la croissance du nombre d'abonnés.

Durant le trimestre, TELUS a attiré 121 000 nouveaux abonnés des services mobiles postpayés, des services Internet haute vitesse et des services de télévision, soit une hausse de 29 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les ajouts nets se sont élevés à 99 000 clients pour les services mobiles postpayés, 17 000 abonnés pour le service Internet haute vitesse et 5 000 clients pour TELUS TV. Le nombre total d'abonnés des services mobiles de TELUS s'établit à 8,7 millions, ce qui représente une hausse de 3,2 pour cent par rapport à l'année dernière et une hausse de 5,1 pour cent du nombre d'abonnés des services postpayés qui s'est établi à 7,8 millions. Le nombre de connexions Internet haute vitesse de TELUS a augmenté de 5,3 pour cent pour atteindre 1,7 million, tandis que le nombre d'abonnés du service TELUS TV est en hausse de 4,5 pour cent pour s'établir à 1,1 million.

Grâce à l'exécution constante de sa stratégie d'accorder la priorité aux clients, TELUS a affiché son meilleur taux de désabonnement mensuel des services mobiles postpayés à ce jour, soit 0,79 pour cent, ainsi qu'un taux de désabonnement combiné record de 1 pour cent. Il s'agit de la quinzième fois au cours des 16 derniers trimestres que le taux de désabonnement des services postpayés de TELUS est inférieur à 1 pour cent.

FAITS SAILLANTS SUR LES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En dollars canadiens et en millions, sauf les données par action (non audités)	Trimestre clos le 30 juin		Variation en %
	2017	2016	
Produits d'exploitation	3 273	3 148	3,9
Dépenses d'exploitation avant amortissement	2 079	1 959	6,1
BAIIA ⁽¹⁾	1 194	1 189	0,4
BAIIA ajusté ⁽¹⁾⁽²⁾	1 230	1 188	3,6
Bénéfice net	386	416	(7,2)
Bénéfice net ajusté ⁽³⁾	404	415	(2,7)
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	379	416	(8,9)
Bénéfice par action (BPA) de base	0,64	0,70	(8,6)
BPA de base ajusté ⁽³⁾	0,68	0,70	(2,9)
Dépenses en immobilisations	810	769	5,3
Flux de trésorerie disponible ⁽⁴⁾	260	132	106,3
Connexions d'abonnés totales ⁽⁵⁾	12,810	12,494	2,5

- (1) Le BAIIA est une mesure non conforme aux PCGR qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. TELUS donne des prévisions et fait état de son BAIIA parce qu'il s'agit d'une mesure clé pour évaluer la performance. Pour plus de définitions et d'explications sur cette mesure, veuillez vous reporter à la section 11.1 du rapport de gestion du deuxième trimestre de 2017.
- (2) Le BAIIA ajusté est défini dans le présent communiqué de presse comme excluant 1) les coûts de restructuration et autres coûts de 39 millions de dollars et de 23 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 2016, respectivement, 2) un gain de 15 millions de dollars, au deuxième trimestre de 2016, issu de l'échange de licences de spectre sans fil et 3) les gains nets et la quote-part des bénéfices des coentreprises immobilières, qui s'élevaient à 3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et à 9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016.
- (3) Le bénéfice net ajusté et le BPA de base ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. Ces termes sont définis dans le présent communiqué de presse comme excluant du bénéfice net attribuable aux actions ordinaires et au BPA de base (après impôts sur les bénéfices) : 1) les coûts de restructuration et autres coûts, 2) un gain issu de l'échange de licences de spectre sans fil au deuxième trimestre de 2017 et de 2016, 3) les gains nets et la quote-part des bénéfices des coentreprises immobilières au deuxième trimestre de 2017 et de 2016 et 4) les redressements d'impôt favorables au deuxième trimestre de 2017. Pour une analyse plus approfondie du bénéfice net ajusté et du BPA de base ajusté, veuillez vous reporter à la section 1.3 du rapport de gestion du deuxième trimestre de 2017.
- (4) Le flux de trésorerie disponible est une mesure non conforme aux PCGR qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. Pour plus de définitions et d'explications sur cette mesure, veuillez vous reporter à la section 11.1 du rapport de gestion du deuxième trimestre de 2017.
- (5) La somme des abonnés actifs des services mobiles, des lignes résidentielles, des abonnés des services Internet haute vitesse et des abonnés du service de télévision (Télé OPTIK^{MC} et TELUS TV Satellite^{MC}) est mesurée à la fin des périodes respectives selon les renseignements provenant du système de facturation et d'autres systèmes. En ce qui a trait à une acquisition et à un dessaisissement réalisés au cours du premier trimestre de 2017, les soldes d'ouverture relatifs au nombre de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV ont été majorés d'un montant net de 1 000, de 6 000 et de 5 000, respectivement. Le 1^{er} avril 2017, les soldes d'ouverture pour le nombre d'abonnés des services postpayés, le nombre total d'abonnés et les statistiques d'exploitation connexes (ajouts bruts, ajouts nets, PMAA et taux de désabonnement) ont été ajustés de manière à inclure un transfert estimatif de 85 000 abonnés de MTS. Le nombre cumulatif de connexions d'abonnés comprend aussi un ajustement effectué le 1^{er} avril 2017 pour retirer environ 19 000 abonnés des services prépayés et 25 000 abonnés des services postpayés des catégories d'abonnés respectives, principalement en raison de l'abandon du réseau CDMA national.

Pendant le trimestre, le bénéfice net de 386 millions de dollars et le BPA de base de 0,64 \$ ont diminué de 7,2 pour cent et de 8,6 pour cent, respectivement, tandis que le bénéfice net ajusté et le BPA de base ajusté ont diminué de 2,7 pour cent et de 2,9 pour cent, respectivement.

Le flux de trésorerie⁴ disponible de 260 millions de dollars au deuxième trimestre a doublé par rapport à l'an passé, lorsqu'il s'était établi à 126 millions de dollars, surtout en raison d'une baisse des impôts versés en espèces.

Le présent communiqué de presse contient des énoncés portant sur le rendement financier et le rendement d'exploitation de TELUS (la « société ») et sur des événements futurs qui sont prospectifs, dont les prévisions et objectifs annuels de la société pour 2017 et les hausses futures du dividende. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la société qu'elle émette des hypothèses et des prévisions, et à ce titre, ils sont soumis à des risques et à des incertitudes. Il existe un risque considérable que les énoncés prospectifs s'avèrent inexacts. Les lecteurs sont par conséquent informés qu'ils ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats et les événements réels diffèrent considérablement de ceux prévus. Par conséquent, les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué de presse doivent être lus en tenant compte de la mise en garde figurant dans le rapport de gestion du deuxième trimestre de 2017. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué de presse sont fondés sur des hypothèses (notamment des hypothèses relatives aux prévisions et objectifs annuels pour 2017, aux hausses semestrielles du dividende jusqu'en 2019 et à notre capacité ou notre intention de soutenir ou de mener notre programme d'offre publique de rachat dans le cours normal) et sont publiés sous réserve des conditions et des facteurs de risque mentionnés dans le rapport de gestion du deuxième trimestre de 2017, dans le rapport de gestion annuel de 2016 et dans d'autres documents divulgués au public par TELUS ou déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada (sur SEDAR à l'adresse sedar.com) et aux États-Unis (sur EDGAR à l'adresse sec.gov). Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué de presse décrivent nos attentes au moment de la publication du communiqué et pourraient donc changer par la suite. Dans la mesure prévue par la loi, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs et se réserve le droit de changer ses pratiques habituelles de mise à jour des objectifs et des orientations, à tout moment et à sa seule discrétion.

Faits saillants des activités du deuxième trimestre de 2017

Services mobiles de TELUS

- Les produits tirés du réseau mobile ont connu une hausse de 117 millions de dollars ou 7,2 pour cent d'une année à l'autre pour s'établir à 1,7 milliard de dollars. Cette croissance a été stimulée par une proportion accrue de forfaits de deux ans à tarif plus élevé, notamment les forfaits Extra Plus lancés en juin 2016, une hausse de l'adoption de lots de données ou de réapprovisionnements en données plus volumineux, une croissance continue du nombre d'abonnés, y compris les abonnés acquis de MTS, une proportion plus favorable d'abonnés des services postpayés, une proportion supérieure d'utilisateurs de téléphones intelligents et une hausse des produits d'exploitation tirés de l'itinérance.
- Le PMAA combiné a augmenté de 3,9 pour cent pour s'établir à 66,87 \$. Il s'agit du vingt-septième trimestre consécutif de croissance de cette mesure d'une année à l'autre. Celle-ci découle de la croissance des produits d'exploitation tirés du réseau, comme il est indiqué ci-dessus.
- Le taux de désabonnement mensuel des services postpayés a diminué de 11 points de base d'une année à l'autre, pour se fixer à 0,79 pour cent, le niveau le plus bas jamais atteint. Cette amélioration reflète notre accent sur l'exécution des initiatives Les clients d'abord et des programmes de rétention. Le taux de désabonnement mensuel combiné a diminué de 15 points de base pour s'établir à 1 pour cent, ce qui reflète une amélioration des taux de désabonnement des services postpayés et des services prépayés, ainsi qu'une hausse de la proportion d'abonnés des services postpayés.
- Le nombre de nouveaux abonnés nets des services postpayés, soit 99 000, était en hausse de 38 000 d'une année à l'autre en raison du nombre supérieur d'ajouts bruts de nouveaux abonnés, ce qui témoigne du succès des offres promotionnelles ciblées et des activités de marketing axées sur les nouveaux abonnés des services postpayés de grande valeur et des téléphones intelligents, ainsi que de la rentabilité des transferts du service prépayé au service postpayé et de la baisse du taux de désabonnement. Le nombre d'abonnés des services prépayés a diminué de 16 000, ce qui reflète l'accent mis sur les nouveaux abonnés des services postpayés de plus grande valeur, la concurrence accrue pour les services prépayés et les transferts du service prépayé au service postpayé.
- Le BAIIA a diminué de 10 millions de dollars ou 1,3 pour cent, ce qui reflète les gains non récurrents issus de l'échange de licences de spectre sans fil en 2016, ainsi que la hausse des coûts de restructuration et autres coûts, y compris les coûts associés au transfert des abonnés acquis de MTS. Le BAIIA ajusté a augmenté de 26 millions de dollars ou 3,3 pour cent par rapport à l'an dernier pour s'établir à 809 millions de dollars, ce qui reflète la hausse des produits d'exploitation tirés du réseau, ainsi que les initiatives continues d'efficacité opérationnelle. Cette croissance a été partiellement amoindrie par la hausse des frais liés à la vente d'équipement découlant des téléphones intelligents à valeur supérieure, la hausse des coûts des appareils, l'augmentation du nombre d'ajouts bruts aux services postpayés et des volumes de rétention de clientèle, une hausse des frais d'exploitation du

réseau, ainsi qu'une augmentation des frais administratifs et de soutien à la clientèle, y compris les coûts supplémentaires associés à l'acquisition des abonnés de MTS.

- Les dépenses en immobilisations du secteur mobile ont connu une légère hausse de 0,4 pour cent par rapport à la même période de l'an dernier en raison des investissements continus dans le réseau à fibre optique de TELUS pour soutenir sa stratégie de mise en œuvre de petites cellules, élargir sa couverture, sa capacité et ses liaisons terrestres, tout en se préparant une évolution plus efficace et en temps opportun vers la technologie 5G.

Services filaires de TELUS

- Les produits d'exploitation externes tirés des services filaires ont augmenté de 33 millions de dollars ou 2,2 pour cent pour atteindre 1,4 milliard de dollars. Cette croissance a été principalement générée par une hausse des produits d'exploitation tirés des services de données.
- Les produits d'exploitation tirés de l'équipement et des services de données ont augmenté de 55 millions de dollars ou 5,6 pour cent, ce qui reflète la hausse des produits d'exploitation tirés des services Internet et de données améliorées découlant d'une hausse constante du nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse et d'une augmentation des produits d'exploitation par client, la croissance des produits d'exploitation des services d'impartition des processus d'affaires, la hausse du chiffre d'affaires de TELUS Santé découlant d'une croissance organique attribuable à l'augmentation des produits d'exploitation tirés des services professionnels et du soutien et aux acquisitions, ainsi qu'une hausse des produits d'exploitation tirés de TELUS TV en raison de la croissance du nombre d'abonnés et de certaines hausses de tarif.
- Les ajouts nets du service Internet haute vitesse de 17 000 abonnés ont diminué légèrement de 1 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Cette croissance continue reflète l'expansion continue du service haute vitesse à large bande de TELUS, y compris la fibre optique jusqu'au domicile.
- Les ajouts nets totaux aux services de télévision de 5 000 abonnés ont reculé de 8 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui reflète un nombre inférieur d'ajouts bruts et une baisse du nombre d'abonnés des services de télévision par satellite découlant du ralentissement de la croissance des abonnés des services de télévision payés en raison d'un taux élevé de pénétration des services de télévision sur le marché et de l'intensification de la concurrence, y compris celle des services par contournement. Ces facteurs ont été partiellement compensés par l'expansion soutenue des services adressables Internet haute vitesse à large bande et Télé OPTIK qui relie davantage d'entreprises et de résidences directement à la fibre optique et qui permet de regrouper ces services.
- Pour le trimestre, le nombre total de lignes résidentielles a baissé de 19 000 lignes, une amélioration de 1 000 lignes par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les pertes de lignes résidentielles continuent de souligner la tendance bien ancrée consistant à remplacer ces lignes par les services mobiles et Internet, ainsi que la concurrence accrue. Ces pertes sont en partie atténuées par le succès des offres de services groupés et les initiatives Les clients d'abord de TELUS.
- Le BAIIA du secteur filaire a augmenté de 15 millions de dollars ou 3,8 pour cent, tandis que le BAIIA ajusté a augmenté de 16 millions de dollars ou 4,1 pour cent par rapport à l'année dernière pour s'établir à 421 millions de dollars. Cette amélioration reflète la croissance continue des marges des services de données, y compris les services Internet, les services de TELUS Santé, les services TELUS TV et les services d'impartition des processus d'affaires, ainsi que l'exécution des initiatives d'efficacité opérationnelle.
- Les dépenses en immobilisations du secteur filaire ont augmenté de 7,8 pour cent par rapport à la même période l'an dernier, surtout en raison des investissements stratégiques continus dans l'infrastructure du réseau à bande large, notamment pour relier davantage de domiciles et d'entreprises directement au réseau à fibre optique de TELUS. En plus d'étendre la portée et les fonctionnalités des solutions de TELUS pour les secteurs des affaires et des soins de santé, ces investissements permettent de répondre à la croissance du nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, ainsi qu'à la demande croissante de vitesses Internet supérieures par les clients de TELUS.

Déclaration de dividende

Le conseil d'administration de TELUS a déclaré un dividende trimestriel de 0,4925 \$ CA par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société. Ce dividende sera versé le 2 octobre 2017 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 8 septembre 2017.

Le dividende du troisième trimestre représente une hausse de 7,1 pour cent par rapport au dividende trimestriel de 0,46 \$ versé le 3 octobre 2016.

Faits saillants de la société

TELUS apporte une contribution et des investissements importants dans les collectivités où vivent et travaillent les membres de l'équipe, et dans l'économie canadienne, au nom des clients, des actionnaires et des membres de l'équipe, des manières suivantes :

- En payant, recueillant et versant un total d'environ 1,056 milliard de dollars en taxes et impôts pendant le premier semestre de 2017 au profit des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux au Canada. Ce montant est constitué d'impôts sur le bénéfice des sociétés, de taxes de vente, d'impôts fonciers, de la part de l'employeur des cotisations sociales et de divers droits réglementaires. Depuis 2000, la société a versé environ 22 milliards de dollars en taxes et impôts.
- En déboursant 50 millions de dollars en frais de renouvellement du spectre au ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique lors du premier semestre de 2017. Depuis 2002, les remises visant les taxes et le spectre versées par TELUS aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux au Canada ont totalisé environ 26 milliards de dollars.
- En investissant 1,5 milliard de dollars en dépenses en immobilisations principalement dans les collectivités partout au Canada au cours du premier semestre de 2017, et 34 milliards de dollars depuis 2000.
- En dépensant 3,7 milliards de dollars dans les activités d'exploitation au cours du premier semestre de 2017, notamment par l'achat de biens et de services au coût de 2,7 milliards de dollars. Depuis 2000, TELUS a dépensé respectivement 103 milliards de dollars et 68 milliards de dollars dans ces secteurs.
- En versant aux membres de l'équipe des salaires totalisant 1,3 milliard de dollars au cours du premier semestre de 2017, dont 91 millions de dollars en cotisations sociales. Depuis 2000, TELUS a versé un total de 41 milliards de dollars en salaires aux membres de l'équipe.
- En versant, au cours des sept premiers mois de 2017, 860 millions de dollars en dividendes aux actionnaires particuliers, aux détenteurs de fonds communs de placement, aux pensionnés et aux investisseurs institutionnels. En distribuant 14,5 milliards de dollars aux actionnaires au moyen de ses programmes de dividendes et de rachats d'actions depuis 2004, dont 9,3 milliards de dollars en dividendes et 5,2 milliards de dollars en rachats d'actions, représentant plus de 24 \$ par action.

À propos de TELUS

TELUS (TSX : T, NYSE : TU) est la société de télécommunication nationale connaissant la croissance la plus rapide au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 13 milliards de dollars et à plus de 12,8 millions de connexions clients, dont 8,7 millions d'abonnés des services sans fil, 1,7 million d'abonnés des services Internet haute vitesse, 1,3 million de lignes d'accès au réseau résidentiel et 1,1 million d'abonnés des services TELUS TV. TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services mobiles, des services de transmission de données et de la voix, des services IP, des services de télévision, de vidéo et de divertissement. Sans compter que, dans le domaine de la santé, TELUS est le plus important fournisseur de systèmes informatiques au Canada et qu'à l'échelle mondiale, TELUS International fournit des solutions de processus d'affaires.

Fidèles à leur philosophie communautaire « Nous donnons où nous vivons », TELUS et les membres de son équipe, actuels et retraités, ont versé plus de 482 millions de dollars à des organismes caritatifs et sans but lucratif, et offert plus de 7,7 millions d'heures de bénévolat au service des communautés locales depuis 2000. Créés en 2005 par Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS, les douze comités d'investissement communautaire de TELUS au Canada et ses cinq comités à l'étranger dirigent les actions de soutien aux organismes de bienfaisance locaux. Ils ont remis au-delà de 60 millions de dollars en appui à plus de 5 595 projets locaux contribuant à enrichir la vie de plus de 2 millions d'enfants et de jeunes chaque année. TELUS a eu l'insigne honneur d'être désignée l'entreprise philanthropique la plus remarquable du monde en 2010 par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette prestigieuse marque de reconnaissance internationale.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site telus.com.

Relations médiatiques

Richard Gilhooley
778-868-0235
richard.gilhooley@telus.com

Relations avec les investisseurs

Paul Carpino
647-837-8100
ir@telus.com

Accès à l'information sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels, le rapport de gestion, les diapositives sur les résultats trimestriels, la version audio et la transcription de la webdiffusion à l'intention des investisseurs, ainsi que les renseignements financiers supplémentaires et la version intégrale de notre rapport annuel 2016 à telus.com/investisseurs.

La conférence téléphonique de TELUS sur les résultats du deuxième trimestre de 2017 est fixée au **vendredi 11 août 2017 à 11 h, HE (8 h, HP)** et comprendra un exposé suivi d'une période de questions avec les analystes. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion à telus.com/investisseurs. Un enregistrement sera accessible par téléphone du 11 août au 15 septembre 2017 en composant le 1-855-201-2300. Veuillez utiliser le numéro de réservation 1220942# et le code d'accès 77377#. La webdiffusion sera également archivée à telus.com/investisseurs, et la transcription sera affichée sur le site web après quelques jours ouvrables.

TELUS CORPORATION

Rapport de gestion

Deuxième trimestre de 2017

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements prévus ainsi que sur la performance financière et le rendement opérationnel de TELUS Corporation. Les termes *TELUS*, *la société*, *nous*, *notre*, *nos*, *nôtre* et *nous-mêmes* se rapportent à TELUS Corporation et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, à ses filiales.

Les énoncés prospectifs incluent tous les énoncés qui ne renvoient pas à des faits historiques. Ils comprennent, sans s'y limiter, des énoncés concernant nos objectifs et nos stratégies aux fins de l'atteinte de ces objectifs, nos cibles, des perspectives, des mises à jour, notre programme pluriannuel de croissance du dividende et notre programme pluriannuel de rachat d'actions. Les mots *hypothèse*, *but*, *indication*, *objectif*, *perspective*, *stratégie*, *cible* et autres expressions semblables ou l'emploi, au futur ou au conditionnel, de verbes tels que *avoir pour but*, *s'attendre à*, *croire*, *pouvoir*, *avoir l'intention de*, *planifier*, *prevoir*, *viser à*, *chercher à*, *devoir* et *s'efforcer de* dénotent généralement des énoncés prospectifs.

Par leur nature, les énoncés prospectifs sont assujettis à des risques et incertitudes intrinsèques et ils se fondent sur des hypothèses, incluant des hypothèses concernant la conjoncture économique future et les plans d'action. Ces hypothèses pourraient en fin de compte se révéler inexactes; en conséquence, nos résultats ou les événements réels pourraient différer considérablement de nos attentes mentionnées, de façon expresse ou implicite, dans les énoncés prospectifs. Une mise à jour de nos hypothèses pour l'exercice 2017 est présentée à la *rubrique 9*, « *Mise à jour des hypothèses* », du présent rapport de gestion.

Les risques et les incertitudes susceptibles de faire en sorte que le rendement ou les événements réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs formulés dans le présent document et dans les autres documents déposés par TELUS comprennent, sans s'y limiter :

- La concurrence, y compris notre capacité à continuer de fidéliser les clients en leur offrant une expérience client améliorée, incluant le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux mobiles; la capacité des concurrents au sein de l'industrie à lancer avec succès leurs plateformes respectives et à conjuguer des services voix sur IP (« VoIP ») locaux résidentiels, des services interurbains, des services d'accès à Internet haute vitesse et, dans certains cas, des services mobiles moyennant un seul tarif mensuel groupé ou réduit, avec leurs services de télédiffusion ou leurs services de télévision par satellite existants; le succès remporté par les nouveaux produits et services lancés sur ces réseaux, et les systèmes de soutien comme les services Internet des objets (« IDO ») en ce qui a trait aux appareils connectés à Internet; l'intense rivalité continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications offrant des services mobiles et filaires, y compris les nouveaux venus sur le marché ou ceux ayant repositionné leur marque, les câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services par contournement qui, entre autres choses, crée des pressions sur les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA »), sur les frais d'acquisition et de fidélisation et sur les taux de désabonnement liés à tous les services, comme le font les habitudes d'utilisation des clients, la tendance favorisant les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits liés aux services de transmission de la voix et de données et la disponibilité des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; les fusions et les acquisitions de concurrents au sein de l'industrie; les pressions sur les PMAA et les taux de désabonnement liés au service Internet haute vitesse et au service de télévision découlant des conditions du marché, des mesures prises par le gouvernement et des habitudes d'utilisation des clients; les pertes de lignes résidentielles et de lignes d'affaires d'accès au réseau; les ajouts d'abonnés et les volumes de fidélisation des abonnés aux services mobiles, aux services de télévision et au service Internet haute vitesse ainsi que les coûts connexes; notre capacité d'obtenir et d'offrir du contenu en temps opportun au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision, à un coût raisonnable.
- Le remplacement de la technologie, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix traditionnels découlant de l'incidence des applications de services par contournement et du remplacement des services mobiles, le recul général du marché en ce qui concerne les services de télévision payés; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles ou par Internet; la baisse potentielle des PMAA tirés des services mobiles, en raison notamment du remplacement de la technologie en faveur de la messagerie textuelle et des applications de services par contournement; le remplacement des services mobiles par les services Wi-Fi, lesquels sont de plus en plus accessibles; ainsi que les technologies perturbatrices telles que les services par contournement IP qui pourraient supplanter nos services.
- La technologie, y compris la demande des abonnés visant les services de transmission de données qui pourrait mettre à l'épreuve la capacité des réseaux mobiles et la capacité spectrale dans l'avenir; notre recours à la technologie de l'information et notre besoin de rationaliser nos systèmes existants; les options au chapitre de la technologie, les voies d'évolution des technologies et les plans de mise en œuvre des réseaux filaires et mobiles (y compris les initiatives liées aux réseaux à large bande, telles que le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné [« FTTP »] et le déploiement de petites cellules pour les services mobiles, la technologie mobile 5G et la disponibilité de ressources et notre aptitude à accroître de façon adéquate la capacité du réseau à large bande); notre recours à des ententes de partage de réseau mobile, ce qui a facilité le déploiement de nos technologies mobiles; le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à l'égard de ces produits, ce qui pourrait avoir une incidence sur la réussite de la mise à niveau et de l'évolution de la technologie que nous offrons (comme TELUS TV^{MD}, y compris Télé OPTIK^{MD} et TELUS TV Satellite^{MD}); le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs d'équipement pour réseaux, de services TELUS TV et d'appareils mobiles; le rendement de la technologie mobile; notre besoin prévu à long terme d'acquérir du spectre additionnel dans le cadre des futures enchères de spectre et auprès de tiers afin de composer avec la demande croissante visant les services de transmission de données; le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux filaires à large bande à un coût raisonnable et d'une disponibilité raisonnable, ainsi que le succès remporté par les nouveaux produits et services lancés sur ces réseaux; la fiabilité du réseau et la gestion des changements; et les incertitudes à l'égard de notre stratégie visant à remplacer certains réseaux, systèmes et services filaires existants afin de réduire les coûts d'exploitation.

- Le niveau des dépenses d'investissement et les décaissements possibles aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de spectre ou auprès de tiers, en raison de nos initiatives liées aux services à large bande, y compris le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques; de notre déploiement continu de plus récentes technologies mobiles, y compris la technologie des petites cellules pour les services mobiles, afin d'améliorer la couverture et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers les services mobiles 5G; de l'utilisation du spectre acquis; des investissements dans la résilience et la fiabilité du réseau; de la demande des abonnés visant les services de transmission de données; des systèmes et des processus d'affaires en pleine évolution; de la mise en œuvre d'initiatives en matière d'efficacité; du soutien relatif aux contrats d'envergure et complexes; ainsi que des futures enchères de spectre pour les services sans fil que doit tenir Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »). Si nous n'atteignons pas nos objectifs au chapitre des résultats d'exploitation et des résultats financiers, cela pourrait influencer sur les niveaux de nos dépenses d'investissement.
- Les décisions réglementaires et les changements à la réglementation, y compris les interventions possibles du gouvernement afin d'accroître davantage la concurrence pour les services mobiles; l'examen des services mobiles de gros du CRTC, dans le cadre duquel il a été déterminé que le CRTC réglementera les tarifs d'itinérance liés aux services de gros basés sur la technologie GSM au Canada ainsi que l'établissement de ces tarifs facturés aux fournisseurs de services mobiles; le renvoi au CRTC, par le gouverneur en conseil, de la décision de télécom à des fins de réexamen, de manière à déterminer si les réseaux Wi-Fi pourraient être considérés comme un réseau de rattachement dans le cas des fournisseurs de services mobiles qui cherchent à obtenir des services d'itinérance obligatoire; les futures enchères de spectre (y compris les limites visant les fournisseurs de services sans fil établis, le spectre réservé favorisant certaines entreprises de télécommunications et les autres avantages dont bénéficient les nouveaux participants et les participants étrangers ainsi que la quantité de spectre acquis et les coûts engagés pour acquérir ce spectre); les restrictions concernant l'acquisition, la vente et le transfert de licences de spectre; l'incidence à long terme indéterminée de l'examen des services filaires de gros effectué par le CRTC; les différends avec certaines municipalités concernant les règlements municipaux visant les droits de passage; l'incidence possible de la décision du CRTC d'exiger des remboursements au prorata lorsque les clients annulent les services; l'examen par le CRTC du régime de qualité du service aux concurrents; l'examen par le CRTC du cadre réglementaire relatif au service de relais téléphonique; le retrait progressif proposé par le CRTC relativement au régime de subvention du service local et la mise en place correspondante d'un régime de financement de la large bande afin de prendre en charge l'amélioration des services Internet haute vitesse, principalement dans les régions mal desservies au Canada; l'incidence de l'examen des politiques culturelles effectué par la ministre du Patrimoine canadien; l'intégration verticale de l'industrie de la radiodiffusion ayant fait en sorte que des concurrents sont propriétaires de services de contenu de radiodiffusion ainsi que la mise en application efficace et au moment opportun des balises réglementaires connexes; l'intention du gouvernement fédéral de procéder à un examen de la *Loi sur la radiodiffusion* et de la *Loi sur les télécommunications* annoncée dans le budget fédéral du 22 mars 2017; la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain; les restrictions concernant la propriété d'actions ordinaires de TELUS par des non-Canadiens, et la surveillance continue et la conformité à ces restrictions.
- Les questions touchant les ressources humaines, y compris l'embauche, la fidélisation et la formation appropriée du personnel dans une industrie hautement concurrentielle et le niveau de participation des employés.
- Les risques liés aux processus et aux regroupements d'entreprises, y compris notre dépendance à l'égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services ainsi que les activités commerciales; notre capacité à assurer une gestion efficace des changements liés au remplacement et à la mise à niveau des systèmes, à la réingénierie des processus et à l'intégration des activités (comme notre capacité à faire en sorte que l'intégration de ces acquisitions, les dessaisissements ou l'établissement de partenariats soient fructueux et effectués au moment opportun, et à concrétiser les avantages stratégiques prévus, notamment à respecter les ordonnances réglementaires); le risque que nous ne puissions pas assurer la migration fructueuse des abonnés des services mobiles postpayés et des magasins de Manitoba Telecom Services Inc. que nous avons acquis auprès de BCE Inc.; la mise en œuvre d'ententes complexes avec de grandes entreprises qui pourraient être touchées de façon défavorable par les ressources disponibles, les limites des systèmes et le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services; notre capacité à gérer avec succès nos activités à l'étranger; les atteintes à la sécurité de l'information et à la vie privée, y compris la perte ou le vol de données; les menaces intentionnelles concernant notre infrastructure et nos activités, ainsi que les risques liés aux activités de réaménagement des coentreprises immobilières.
- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration et autres coûts, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et en s'assurant que ces initiatives n'aient pas d'incidence négative sur les activités commerciales. Les exemples de ces initiatives comprennent notre programme d'efficacité et d'efficacité opérationnelles visant à soutenir une amélioration du bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA »), y compris les avantages prévus de l'initiative de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis; l'intégration des activités; la simplification des produits à l'intention des entreprises clientes; l'impartition des processus d'affaires; les activités de délocalisation et de réorganisation, y compris tous programmes de réduction du nombre d'employés équivalents temps plein (« ETP »); les initiatives d'approvisionnement; ainsi que la rationalisation de biens immobiliers. Nous continuerons d'évaluer et de mettre en œuvre, le cas échéant, d'autres initiatives d'efficacité et d'efficacité au chapitre des produits et des coûts.
- Les exigences en matière de financement et d'endettement, y compris notre capacité d'effectuer des financements et de maintenir des notations du crédit de première qualité se situant dans la fourchette BBB+, ou des notations équivalentes.

- La capacité de maintenir notre programme de croissance du dividende jusqu'en 2019. Ce programme pourrait être touché par des facteurs comme l'environnement concurrentiel, la performance économique au Canada, notre bénéfice et nos flux de trésorerie disponibles, le niveau de nos dépenses d'investissement et l'acquisition de licences de spectre, les acquisitions, la gestion de notre structure du capital, ainsi que les décisions et les faits nouveaux en matière de réglementation. Les décisions concernant les dividendes trimestriels sont assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par le conseil d'administration (le « conseil ») en fonction de la situation financière et des perspectives de la société. Nous pouvons racheter des actions en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au moment souhaité et si nous estimons que cela représente une bonne occasion, en fonction de la situation financière et des perspectives de la société, et du cours des actions de TELUS sur le marché. Il n'existe aucune certitude que notre programme de croissance du dividende ou toute offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront maintenus jusqu'en 2019, ni qu'ils ne feront pas l'objet de modifications ou seront menés à terme d'ici 2019.
- Les questions fiscales, y compris les interprétations de lois fiscales complexes au pays et à l'étranger par les administrations fiscales qui pourraient différer de nos interprétations, y compris le moment auquel sont comptabilisés les produits ainsi que les déductions telles que l'amortissement aux fins de l'impôt et les charges d'exploitation; les modifications apportées aux lois fiscales, y compris les taux d'imposition; le fait que les charges d'impôt varient considérablement des montants prévus, y compris l'assujettissement à l'impôt du bénéfice et la déductibilité des attributs fiscaux; le fait qu'il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées; ainsi que l'adoption de procédures de vérification plus rigoureuses par les administrations fiscales, par exemple, des redressements ou des décisions défavorables des tribunaux ayant une incidence sur l'impôt que nous sommes tenus de payer.
- Les litiges et les questions d'ordre juridique, y compris notre capacité à donner suite avec succès aux enquêtes et aux instances réglementaires, et à bien assurer notre défense dans le cadre des réclamations et des poursuites, y compris les réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle et les recours collectifs dont nous faisons l'objet, ainsi que des poursuites, réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle et recours collectifs possibles fondés sur des réclamations faites par des consommateurs, des infractions aux données personnelles, à la vie privée et à la sécurité, ainsi que la responsabilité sur le marché secondaire; de même que le caractère complexe que revêt la conformité aux lois au pays et à l'étranger.
- La santé, la sécurité et l'environnement, y compris le temps de travail perdu découlant d'une maladie ou d'une blessure; les préoccupations du public relatives aux émissions de radiofréquences; les questions d'ordre environnemental qui touchent nos activités, incluant les changements climatiques, les déchets et le recyclage des déchets; les risques liés aux systèmes d'alimentation au carburant dans nos immeubles; et les attentes en constante évolution du gouvernement et du public pour ce qui est des questions environnementales et de nos réponses.
- Les événements touchant la poursuite des activités, y compris notre capacité à maintenir notre service à la clientèle et à exploiter nos réseaux en cas d'erreurs humaines ou de menaces liées aux interventions humaines, telles que les cyberattaques et les pannes d'équipement susceptibles d'entraîner diverses interruptions du réseau; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement; les menaces de catastrophes naturelles; les épidémies; les pandémies; ainsi que l'exhaustivité et l'efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- La croissance et les fluctuations de l'économie, y compris la situation économique au Canada, qui pourrait être touchée par des faits nouveaux d'ordre économique et d'autres faits nouveaux à l'étranger, y compris l'issue possible de politiques et de mesures encore inconnues à ce jour pouvant être adoptées par des gouvernements étrangers; les taux d'intérêt futurs; l'inflation; les taux de chômage; l'incidence des faibles prix du pétrole; l'incidence des faibles dépenses des entreprises (notamment une réduction des investissements et de la structure de coûts); le rendement et la capitalisation des régimes de retraite de même que les taux d'actualisation; ainsi que les taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.

Ces risques sont décrits plus en détail à la *rubrique 9, « Tendances générales, perspectives et hypothèses »*, et à la *rubrique 10, « Risques et gestion des risques »*, de notre rapport de gestion annuel 2016. Ces descriptions sont intégrées par renvoi dans la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs et ne visent pas à constituer une liste exhaustive des risques susceptibles d'avoir une incidence sur la société.

Un grand nombre de ces facteurs sont indépendants de notre volonté ou de nos attentes ou de nos connaissances actuelles. D'autres risques et incertitudes dont nous n'avons actuellement pas connaissance ou que nous considérons non significatifs à l'heure actuelle pourraient également avoir une incidence défavorable significative sur notre situation financière, notre performance financière, nos flux de trésorerie, nos activités ou notre réputation. Sauf indication contraire dans le présent document, les énoncés prospectifs formulés dans ce document ne reflètent pas l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des fusions, acquisitions, cessions ou autres regroupements d'entreprises ou transactions qui pourraient être annoncés ou qui pourraient survenir après la date du présent document.

Les lecteurs sont mis en garde de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs formulés dans le présent document décrivent nos attentes; ils se fondent sur nos hypothèses à la date du présent document et ils pourraient être modifiés après cette date. Sauf dans les cas exigés par la loi, nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs.

Tous les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont assujettis à la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs.

Rapport de gestion

Le 11 août 2017

Table des matières

Rubrique	Description
1. Introduction	1.1 Préparation du rapport de gestion 1.2 Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités 1.3 Faits saillants – données consolidées
2. Activités principales et stratégie	
3. Priorités de la société pour 2017	
4. Capacités	4.1 Principaux marchés et concurrents 4.2 Ressources opérationnelles 4.3 Situation de trésorerie et sources de financement 4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière
5. Analyse des résultats d'exploitation	5.1 Généralités 5.2 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et des tendances 5.3 Résultats d'exploitation consolidés 5.4 Secteur des services mobiles 5.5 Secteur des services filaires
6. Évolution de la situation financière	
7. Situation de trésorerie et sources de financement	7.1 Aperçu 7.2 Entrées liées aux activités d'exploitation 7.3 Sorties liées aux activités d'investissement 7.4 Entrées (sorties) liées aux activités de financement 7.5 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement 7.6 Facilités de crédit 7.7 Vente de créances clients 7.8 Notations du crédit 7.9 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels 7.10 Information sur les actions en circulation 7.11 Transactions entre parties liées
8. Questions comptables	8.1 Estimations comptables critiques 8.2 Faits nouveaux concernant les méthodes comptables
9. Mise à jour des hypothèses	9.1 Faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires concernant l'industrie des télécommunications
10. Risques et gestion des risques	
11. Définitions et rapprochements	11.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières 11.2 Indicateurs opérationnels

1. Introduction

Les énoncés prospectifs présentés dans la présente rubrique, y compris les estimations de la croissance économique, sont assujettis à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

1.1 Préparation du rapport de gestion

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de la situation financière et de la performance financière consolidées de TELUS pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, qui doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de TELUS au 30 juin 2017 (les « états financiers consolidés intermédiaires »). Les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») que nous utilisons sont les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Nos états financiers consolidés intermédiaires sont conformes aux IFRS de l'IASB et aux PCGR du Canada, et ils ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*. L'utilisation du terme IFRS dans le présent rapport de gestion fait référence à ces normes. Dans notre analyse, nous utilisons également certaines mesures financières non définies par les PCGR pour évaluer notre rendement, surveiller le respect des clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et gérer notre structure du capital. Ces mesures sont définies clairement et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables à la *rubrique 11.1*. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Des renseignements supplémentaires concernant la société, y compris notre notice annuelle et d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités de réglementation semblables au Canada, sont disponibles sur le site SEDAR (sedar.com). Les documents que nous déposons auprès de la Securities and Exchange Commission aux États-Unis, y compris le formulaire 40-F, sont disponibles sur le site EDGAR (sec.gov).

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant les informations à fournir au public puissent être prises. Le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires ont été revus par notre comité d'audit, et notre conseil d'administration (le « conseil ») a approuvé leur publication le 11 août 2017.

Sauf indication contraire, les résultats du deuxième trimestre de 2017 (trimestre clos le 30 juin 2017) et du semestre clos le 30 juin 2017 présentés dans le présent rapport de gestion sont comparés aux résultats du deuxième trimestre de 2016 (trimestre clos le 30 juin 2016) et du semestre clos le 30 juin 2016.

1.2 Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités

Pour mieux apprécier notre réussite et les défis auxquels nous faisons face, il est essentiel de considérer l'environnement au sein duquel nous exerçons nos activités, y compris les facteurs économiques d'ordre plus généraux qui touchent nos clients et notre société, ainsi que notre industrie concurrentielle. Nos estimations concernant l'environnement au sein duquel nous évoluons constituent également un élément important des hypothèses sur lesquelles nos objectifs se fondent.

Croissance de l'économie

Nous estimons à l'heure actuelle que la croissance annuelle de l'économie au Canada en 2017, telle qu'elle a été mise à jour dans notre rapport de gestion du premier trimestre de 2017, sera de 2,2 %, selon une combinaison d'estimations formulées par des banques canadiennes et d'autres sources. En ce qui concerne les provinces de l'Ouest canadien où nous sommes une entreprise de services locaux titulaire (« ESLT »), nous estimons à l'heure actuelle que la croissance annuelle de l'économie en 2017 se chiffrera à 2,3 % en Colombie-Britannique, et que la croissance annuelle de l'économie en Alberta, telle qu'elle a été mise à jour dans notre rapport de gestion du premier trimestre de 2017, sera de 2,4 %. Dans son Rapport sur la politique monétaire de juillet 2017, la Banque du Canada estime que la croissance annuelle de l'économie canadienne sera de 2,8 % en 2017. L'environnement concurrentiel et dynamique au sein duquel nous exerçons des activités influera sur la façon dont l'ampleur et le calendrier de la croissance économique se répercuteront sur nos activités.

Selon l'Enquête sur la population active publiée par Statistique Canada pour le mois de juin 2017, le taux de chômage au pays s'est élevé à 6,5 % (6,9 % en décembre 2016 et 6,8 % en juin 2016). Le taux de chômage en Colombie-Britannique s'est établi à 5,1 % en juin 2017 (5,8 % en décembre 2016 et 5,9 % en juin 2016), et il était de 7,4 % en Alberta en juin 2017 (8,5 % en décembre 2016 et 7,9 % en juin 2016).

1.3 Faits saillants – données consolidées

Changements au sein du conseil d'administration

Lors de l'assemblée générale annuelle de 2017 de TELUS tenue le 11 mai 2017, deux personnes mises en nomination, soit M^{me} Kathy Kinloch et M. Claude Mongeau, ont été élues au poste d'administrateur de notre conseil. M^{me} Kinloch agit en tant que présidente du British Columbia Institute of Technology (« BCIT ») depuis janvier 2014. De 2010 à 2013, elle a occupé le poste de présidente du Vancouver Community College, et de 2007 à 2010, le poste de doyenne des sciences de la santé du BCIT. M. Mongeau a été président et chef de la direction de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada de 2010 à 2016. Il a également été vice-président directeur et chef des finances de 2000 à 2009, et vice-président principal et chef des finances de 1999 à 2000.

M^{me} Micheline Bouchard, une administratrice indépendante qui siégeait au conseil de TELUS depuis 2004, a pris sa retraite et quitté son poste d'administratrice du conseil le 11 mai 2017.

Entente relative à Manitoba Telecom Services Inc. conclue avec BCE Inc.

Le 1^{er} avril 2017, nous avons acquis environ le quart des abonnés des services mobiles postpayés de Manitoba Telecom Services Inc. (« MTS »), ainsi que certains actifs liés au réseau et les droits relatifs à 15 magasins de détail au Manitoba. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons amorcé, au deuxième trimestre de 2017, la migration des abonnés des services mobiles postpayés vers TELUS. Le prix définitif des transactions conclues avec BCE Inc. variera en fonction du nombre réel d'abonnés des services mobiles postpayés admissibles acquis, le calcul final du nombre de ces abonnés devant être effectué d'ici le 31 mars 2018.

Kroll Computer Systems Inc.

En mai 2017, nous avons acquis Kroll Computer Systems Inc. (« Kroll »), dans le but principal d'élargir notre présence sur le plan géographique et de rehausser la qualité des produits que nous offrons en tant que fournisseur de services de gestion de pharmacies à l'échelle nationale. Le prix d'achat a totalisé environ 250 millions de dollars, une tranche de 100 millions de dollars de ce prix ayant été versée au moyen de l'émission d'environ 2 millions d'actions ordinaires de TELUS.

Faits saillants – données consolidées

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Comptes consolidés de résultat						
Produits d'exploitation	3 273	3 148	3,9 %	6 471	6 256	3,4 %
Bénéfice d'exploitation	668	690	(3,2) %	1 397	1 330	5,0 %
Bénéfice avant impôt	526	556	(5,4) %	1 117	1 073	4,1 %
Bénéfice net	386	416	(7,2) %	827	794	4,2 %
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	379	416	(8,9) %	812	794	2,3 %
Bénéfice par action de base (BPA) (en dollars)						
BPA de base	0,64	0,70	(8,6) %	1,37	1,34	2,2 %
BPA de base ajusté ¹	0,68	0,70	(2,9) %	1,42	1,39	2,2 %
BPA dilué	0,64	0,70	(8,6) %	1,37	1,34	2,2 %
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars)	0,4925	0,46	7,1 %	0,9725	0,90	8,1 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de base (en millions)	592	593	(0,1) %	591	593	(0,3) %
Tableaux consolidés des flux de trésorerie						
Entrées liées aux activités d'exploitation	1 126	892	26,2 %	1 835	1 455	26,1 %
Sorties liées aux activités d'investissement	(1 221)	(735)	66,1 %	(2 043)	(1 395)	46,5 %
Dépenses d'investissement ²	(810)	(769)	5,3 %	(1 534)	(1 387)	10,6 %
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	(328)	(207)	58,5 %	147	145	1,4 %
Autres faits saillants						
Nombre de connexions d'abonnés ³ (en milliers)				12 810	12 494	2,5 %
BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) ¹	1 194	1 189	0,4 %	2 455	2 329	5,4 %
Coûts de restructuration et autres coûts ¹	39	23	69,6 %	43	71	(39,4) %
BAIIA ajusté ⁴	1 230	1 188	3,6 %	2 495	2 376	5,0 %
Marge du BAIIA ajusté ⁵ (en %)	37,6	38,0	(0,4) pt	38,6	38,1	0,5 pt
Flux de trésorerie disponibles ¹	260	126	106,3 %	477	234	103,8 %
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts ¹ (fois)				2,79	2,67	0,12

Abréviations utilisées dans le rapport de gestion : n.s. – non significatif; pts – points de pourcentage

- Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières. Se reporter à la *rubrique 11.1*.
- Les dépenses d'investissement comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre, présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie.
- Le total du nombre d'appareils d'abonnés actifs aux services mobiles, de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV (abonnés au service Télé OPTIK et abonnés au service TELUS TV Satellite) à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. En ce qui a trait à une acquisition et à un dessaisissement réalisés au cours du premier trimestre de 2017, les soldes d'ouverture relatifs au nombre de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV ont été majorés d'un montant net de 1 000, de 6 000 et de 5 000, respectivement, et ils ne sont pas pris en compte dans les mesures relatives aux ajouts nets d'abonnés présentées à la *rubrique 5.5*. Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2017, le nombre d'abonnés des services postpayés, le total des abonnés et les statistiques opérationnelles connexes (ajouts bruts, ajouts nets, produits mensuels moyens par appareil d'abonné [« PMAA »] et taux de désabonnement) ont été ajustés de manière à tenir compte des 85 000 abonnés de MTS aux fins du calcul des soldes d'ouverture relatifs au nombre d'abonnés. Le nombre cumulé de connexions d'abonnés tient également compte d'un ajustement au 1^{er} avril 2017 effectué de manière à supprimer du nombre d'abonnés environ 19 000 abonnés des services prépayés et 25 000 abonnés des services postpayés, respectivement, principalement en raison de la fin de l'exploitation de notre réseau AMRC à l'échelle nationale.
- Le BAIIA ajusté pour toutes les périodes exclut les coûts de restructuration et autres coûts (se reporter à la *rubrique 11.1* pour des renseignements concernant les coûts de restructuration et autres coûts). Le BAIIA ajusté pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2016 exclut i) un profit de 15 millions de dollars comptabilisé au deuxième trimestre de 2016, qui découle de l'échange de licences de spectre pour les services sans fil; ii) des profits nets et un bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières de 3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016.
- La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits d'exploitation. Le calcul des produits d'exploitation exclut les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, ainsi que le profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil comptabilisé au deuxième trimestre de 2016.

Faits saillants de l'exploitation

- Les **produits d'exploitation consolidés** se sont accrus de 125 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 215 millions de dollars au premier semestre de 2017 :

Les produits tirés des services ont augmenté de 139 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 242 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison principalement de la croissance des produits tirés des services de réseau mobile et des services filaires de transmission de données, facteur neutralisé en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants.

Les produits tirés de l'équipement se sont accrus de 4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017. Ils ont diminué de 10 millions de dollars au premier semestre de 2017, résultat qui reflète la hausse des coûts de financement par appareil du secteur des services mobiles et la réduction des volumes de fidélisation du secteur des services mobiles, de même que l'intensification de la concurrence touchant les services mobiles.

Les autres produits d'exploitation ont diminué de 18 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 17 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison principalement de la réduction des profits nets au cours de la période considérée, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces variations comprennent une diminution des profits nets et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, ainsi que le profit non récurrent comptabilisé en 2016 relativement à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil et à la vente d'immobilisations corporelles, facteurs neutralisés en partie par la non-réurrence d'une provision comptabilisée en 2016 relativement aux options de vente position vendeur fournies pour des participations ne donnant pas le contrôle.

Pour de plus amples renseignements sur les produits d'exploitation, se reporter à la *rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles »*, et à la *rubrique 5.5, « Secteur des services filaires »*.

- Au cours de la période de 12 mois close le 30 juin 2017, le total du **nombre de connexions d'abonnés** a augmenté de 316 000, ce qui représente une hausse de 5,1 % du nombre d'abonnés aux services mobiles postpayés, une hausse de 4,5 % du nombre d'abonnés au service TELUS TV, et une croissance de 5,3 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse, résultats neutralisés en partie par la réduction de 9,9 % du nombre d'abonnés aux services mobiles prépayés et par la baisse de 6,3 % des lignes résidentielles filaires d'accès au réseau.

Les ajouts nets d'abonnés aux services mobiles postpayés se sont établis à 99 000 au deuxième trimestre de 2017 et à 143 000 au premier semestre de 2017, en hausse de 38 000 et de 74 000, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2016, alors que l'augmentation des ajouts bruts découlant du succès remporté par nos promotions, y compris nos efforts axés sur les mises en service d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée et sur la migration des abonnés des services prépayés, a été neutralisée en partie par l'intensification de la concurrence. Le taux de désabonnement mensuel des abonnés des services postpayés s'est établi à 0,79 %, soit un résultat record, au deuxième trimestre de 2017 et à 0,86 % au premier semestre de 2017, comparativement à 0,90 % au deuxième trimestre de 2016 et à 0,93 % au premier semestre de 2016. (Se reporter à la *rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles »*, pour de plus amples renseignements.)

Les ajouts nets d'abonnés au service Internet haute vitesse se sont établis à 17 000 au deuxième trimestre de 2017 et à 41 000 au premier semestre de 2017, en baisse de 1 000 pour le trimestre et en hausse de 11 000 pour le semestre. La hausse enregistrée au premier semestre est attribuable à l'élargissement continu de notre couverture à large bande haute vitesse, y compris le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné (« FTTP »), ainsi qu'au récent lancement fructueux de produits innovateurs. Les ajouts nets d'abonnés à TELUS TV se sont établis à 5 000 au deuxième trimestre de 2017 et à 12 000 au premier semestre de 2017, soit une baisse de 8 000 pour le trimestre et de 12 000 pour le semestre. Les baisses reflètent la réduction des ajouts bruts et les pertes d'abonnés aux services de télévision par satellite en raison du recul général du marché des services de télévision payés résultant du taux de pénétration élevé du marché et de l'incidence de l'intensification de la concurrence, y compris en ce qui concerne les services par contournement. Ces pressions ont été neutralisées en partie par la priorité que nous continuons d'accorder à l'élargissement de l'accessibilité de nos services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, au branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques et au groupement de ces services. Cela s'est traduit globalement par une croissance du nombre combiné d'abonnés aux services Internet et de télévision de 132 000, ou 5,0 %, au cours des 12 derniers mois. (Se reporter à la *rubrique 5.5, « Secteur des services filaires »*, pour de plus amples renseignements.)

- Le **bénéfice d'exploitation** a diminué de 22 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, ce qui reflète la hausse du BAIIA entièrement neutralisée par l'augmentation de la dotation aux amortissements découlant de l'accroissement des dépenses d'investissement liées à nos immobilisations et à nos immobilisations incorporelles, y compris les acquisitions, ainsi que par l'incidence de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs. Le bénéfice d'exploitation s'est accru de 67 millions de dollars au premier semestre de 2017, ce qui reflète la croissance du BAIIA neutralisée en partie par la hausse du total de la dotation aux amortissements.

Le **BAIIA** comprend les coûts de restructuration et autres coûts, ainsi que les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières comptabilisés aux deuxièmes trimestres de 2017 et de 2016. Le BAIIA tient également compte d'un profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil comptabilisé au deuxième trimestre de 2016. Le BAIIA a

augmenté de 5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en raison de la croissance des produits tirés des services de réseau mobile et de l'accroissement des produits tirés des services filaires de transmission de données, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à l'accroissement du nombre brut de mises en service et des volumes de fidélisation, par l'augmentation des coûts de restructuration et autres coûts, incluant les coûts liés à la migration des abonnés de MTS que nous avons acquis, et par la hausse de la charge au titre des avantages du personnel. Le BAIIA s'est accru de 126 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison de la croissance des produits tirés des services de réseau mobile, de l'augmentation des produits tirés des services filaires de transmission de données et de la réduction des coûts de restructuration et autres coûts, facteurs neutralisés en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants.

Le **BAIIA ajusté** exclut les coûts de restructuration et autres coûts, ainsi que les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières comptabilisés aux deuxièmes trimestres de 2017 et de 2016, de même que le profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil comptabilisé au deuxième trimestre de 2016. Le BAIIA ajusté s'est accru de 42 millions de dollars, ou 3,6 %, au deuxième trimestre de 2017, et de 119 millions de dollars, ou 5,0 %, au premier semestre de 2017. (Se reporter à la rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles », et à la rubrique 5.5, « Secteur des services filaires », pour de plus amples renseignements.)

- Le **bénéfice avant impôt** a diminué de 30 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en raison de la réduction du bénéfice d'exploitation dont il est fait mention ci-dessus et de la hausse des coûts de financement. Le bénéfice avant impôt a augmenté de 44 millions de dollars au premier semestre de 2017, résultat qui reflète la hausse du bénéfice d'exploitation dont il est fait mention ci-dessus, facteur neutralisé en partie par l'accroissement des coûts de financement. L'accroissement des coûts de financement découle de la diminution des intérêts sur la dette à long terme comptabilisés à l'actif ayant trait aux licences de spectre visant le spectre qui est en cours de déploiement, et de la hausse du solde moyen de la dette à long terme. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les profits de change. (Se reporter à *Coûts de financement*, à la rubrique 5.3.)
- L'**impôt sur le résultat** est demeuré inchangé au deuxième trimestre de 2017 et a augmenté de 11 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt.
- Le **bénéfice net attribuable aux actions ordinaires** a diminué de 37 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en raison de la baisse du bénéfice d'exploitation et de l'augmentation des coûts de financement. Le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires a augmenté de 18 millions de dollars au premier semestre de 2017, ce qui reflète la hausse du bénéfice d'exploitation, facteur neutralisé en partie par l'accroissement des coûts de financement et par l'augmentation de l'impôt sur le résultat. En excluant les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant d'activités d'aménagement des coentreprises immobilières comptabilisés aux deuxièmes trimestres de 2017 et de 2016, les coûts de restructuration et autres coûts, les ajustements liés à l'impôt sur le résultat et le profit non récurrent comptabilisé au deuxième trimestre de 2016 relativement à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, le bénéfice net ajusté a diminué de 11 millions de dollars, ou 2,7 %, au deuxième trimestre de 2017, et il a augmenté de 12 millions de dollars, ou 1,4 %, au premier semestre de 2017.

Analyse du bénéfice net

(en dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	379	416	(37)	812	794	18
Ajouter (déduire) :						
Profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, après impôt	—	(13)	13	—	(13)	13
Profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, après impôt	(2)	(5)	3	(2)	(5)	3
Coûts de restructuration et autres coûts après impôt	28	17	11	32	52	(20)
Ajustements (favorables) défavorables liés à l'impôt sur le résultat	(1)	—	(1)	(1)	1	(2)
Bénéfice net ajusté	404	415	(11)	841	829	12

- Le **BPA de base** a diminué de 0,06 \$, ou 8,6 %, au deuxième trimestre de 2017. Le BPA de base s'est accru de 0,03 \$, ou 2,2 %, au premier semestre de 2017. En excluant l'incidence des coûts de restructuration et autres coûts, les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières comptabilisés aux deuxièmes trimestres de 2017 et de 2016, le profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil comptabilisé au deuxième trimestre de 2016, et les ajustements liés à l'impôt sur le résultat, le BPA de base a diminué de 0,02 \$ au deuxième trimestre de 2017 et a augmenté de 0,03 \$ au premier semestre de 2017.

Analyse du BPA de base

(en dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
BPA de base	0,64	0,70	(0,06)	1,37	1,34	0,03
Ajouter (déduire) :						
Profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, après impôt, par action	—	(0,02)	0,02	—	(0,02)	0,02
Profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, après impôt, par action	—	(0,01)	0,01	—	(0,01)	0,01
Coûts de restructuration et autres coûts après impôt, par action	0,04	0,03	0,01	0,05	0,08	(0,03)
BPA de base ajusté	0,68	0,70	(0,02)	1,42	1,39	0,03

- Les **dividendes déclarés par action ordinaire** se sont établis à 0,4925 \$ au deuxième trimestre de 2017 et à 0,9725 \$ au premier semestre de 2017, en hausse de 7,1 % au deuxième trimestre de 2016 et de 8,1 % au premier semestre de 2016. Ces résultats sont conformes à l'annonce selon laquelle nous comptons assurer la croissance du dividende, la hausse annuelle devant se situer entre 7 % et 10 % jusqu'en 2019. Le 10 août 2017, le conseil a déclaré un dividende pour le troisième trimestre de 0,4925 \$ par action sur les actions ordinaires émises et en circulation, payable le 2 octobre 2017 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 8 septembre 2017. Le dividende déclaré pour le troisième trimestre reflète une hausse cumulative de 0,0325 \$ par action, ou 7,1 %, par rapport au dividende par action de 0,46 \$ déclaré à l'exercice précédent.

Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement

- Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** au 30 juin 2017 était de 2,79 fois, en hausse par rapport à 2,67 fois au 30 juin 2016, l'augmentation de la dette nette ayant excédé la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. (Se reporter à la rubrique 4.3, « Situation de trésorerie et sources de financement », et à la rubrique 7.5, « Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».)
- Les **entrées liées aux activités d'exploitation** ont augmenté de 234 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 380 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison de la diminution des paiements d'impôt sur le résultat et de la croissance du BAIIA ajusté.
- Les **sorties liées aux activités d'investissement** ont augmenté de 486 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 648 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison de l'accroissement des paiements en trésorerie au titre des acquisitions et de la hausse des dépenses d'investissement. Les **acquisitions** ont augmenté de 466 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 476 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison essentiellement des acquisitions de MTS et de Kroll dont il est fait mention précédemment. Les **dépenses d'investissement** ont augmenté de 41 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 147 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison principalement des dépenses d'investissement générationnelles continues liées à l'infrastructure à large bande et des investissements aux fins de l'amélioration du réseau au Manitoba visant à accroître la couverture, la capacité et les vitesses afin d'améliorer considérablement l'expérience client et de prendre en charge l'acquisition des abonnés, des magasins et du réseau de MTS. Les investissements dans notre infrastructure à large bande comprennent notre réseau à fibres optiques, qui permet la prise en charge de la technologie des petites cellules afin d'améliorer la couverture et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G, ainsi que d'assurer le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises à notre réseau à fibres optiques. (Se reporter à la rubrique 7.3, « Sorties liées aux activités d'investissement ».)
- Les **sorties liées aux activités de financement** ont augmenté de 121 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, ce qui reflète l'incidence de l'émission d'actions non récurrente effectuée en 2016 par une filiale aux fins de l'acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle, facteur neutralisé en partie par la réduction des remboursements par anticipation sur la dette à long terme, déduction faite des émissions. Les **entrées liées aux activités de financement** ont affiché une légère augmentation de 2 millions de dollars au premier semestre de 2017, alors que la réduction des remboursements par anticipation sur la dette à long terme, déduction faite des émissions, conjuguée au fait qu'aucun rachat d'actions n'a eu lieu en 2017, a été en grande partie neutralisée par l'incidence de l'émission d'actions non récurrente effectuée en 2016 par une filiale aux fins de l'acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle. (Se reporter à la rubrique 7.4, « Entrées (sorties) liées aux activités de financement ».)
- Les **flux de trésorerie disponibles** se sont accrus de 134 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 243 millions de dollars au premier semestre de 2017, ce qui découle de la diminution des paiements d'impôt sur le résultat et de la hausse du BAIIA ajusté, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des dépenses d'investissement. (Se reporter aux calculs à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».)

2. Activités principales et stratégie

Nos activités principales sont décrites dans notre rapport de gestion annuel 2016. Nous présentons ci-après une mise à jour de nos activités en fonction des impératifs stratégiques pertinents.

Cibler inlassablement les marchés en croissance des services de transmission de données, IP et mobile

Les produits tirés des services mobiles externes et des services filaires de transmission de données ont totalisé 5,7 milliards de dollars au premier semestre de 2017, soit une hausse de 270 millions de dollars, ou 5,0 %, et les autres produits ont totalisé 762 millions de dollars au premier semestre de 2017, en baisse de 55 millions de dollars, ou 6,7 %. Les produits tirés de nos services en pleine croissance, y compris les produits tirés des services mobiles et des services filaires de transmission de données, représentent au total 88 % de nos produits consolidés au premier semestre de 2017, par rapport à 87 % pour la période correspondante de 2016.

Offrir des solutions intégrées qui démarquent TELUS de ses concurrents

En mai 2017, nous avons lancé le service Pik TV, qui donne aux clients un accès par câble à 23 chaînes de base locales et régionales et à cinq chaînes spécialisées, et leur offre également des forfaits thématiques Sports et Cinéma. Des chaînes sur demande, ainsi que des applications de diffusion en continu au moyen du service Internet de TELUS accessible à l'aide de la boîte média Pik TV et de l'application Pik TV, sont également offertes. Le service Pik TV a été créé afin de plonger au cœur de l'environnement en mutation où le contenu est accessible sur de nombreuses plateformes en procurant une offre unifiée aux clients qui auraient autrement pu annuler leurs services de télévision ou ne jamais s'y abonner.

En mai 2017, Inforoute Santé du Canada a retenu TELUS Santé comme fournisseur technique de PrescripTion, le service d'ordonnances électroniques du Canada. Ce service permettra au bureau du médecin ou à la clinique d'assurer la transmission électronique directe et sécurisée des ordonnances à la pharmacie choisie par le patient. La transmission électronique des ordonnances permettra d'éviter les erreurs de transcription, fera gagner du temps aux médecins et aux pharmaciens et sera plus pratique pour les patients. PrescripTion sera conçu à partir de la plateforme d'échange d'information sur la santé de TELUS, qui est ouverte, interopérable et indépendante du fournisseur, et procure déjà aux professionnels des soins de santé divers outils de collaboration qui améliorent la qualité et l'efficacité des soins qu'ils offrent à leurs patients.

Se doter de moyens nationaux pour les services de données, IP, de voix et mobile

En juin 2017, en collaboration avec notre principal fournisseur, nous avons établi avec succès une connexion mobile 5G s'appuyant sur la plateforme technologique mondiale 3GPP, dans notre Labo virtuel 5G situé à Vancouver.

En juin 2017, nous avons mené à terme notre initiative en Ontario et au Québec visant à mettre à niveau notre réseau d'accès radioélectrique aux technologies mobiles les plus récentes, ce qui a permis d'améliorer la performance du réseau pour nos clients et d'offrir des capacités évoluées.

Créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements pour accélérer la mise en œuvre de notre stratégie et concentrer nos ressources sur nos activités de base

En avril 2017, TELUS Santé et l'Université Laval ont annoncé la conclusion d'un partenariat afin d'offrir des installations évoluées d'enseignement par simulation à la Faculté de pharmacie. De plus, les étudiants en pharmacie auront la possibilité d'utiliser Ubik, la plateforme de gestion d'officine de TELUS Santé qui est actuellement en cours de déploiement dans les pharmacies du Québec et sera personnalisée pour une utilisation dans un cadre universitaire.

Comme il est fait mention à la *rubrique 1.3*, le 1^{er} avril 2017, nous avons acquis environ le quart des abonnés aux services mobiles postpayés de MTS, certains actifs liés au réseau de MTS et les droits relatifs à 15 magasins de détail au Manitoba.

Comme il est également fait mention à la *rubrique 1.3*, en mai 2017, nous avons conclu l'acquisition de Kroll afin d'élargir notre présence sur le plan géographique et de rehausser la qualité des produits que nous offrons en tant que fournisseur de services de gestion de pharmacies à l'échelle nationale.

3. Priorités de la société pour 2017

Les priorités de la société pour 2017 sont présentées dans notre rapport de gestion annuel 2016 et ont été mises à jour dans notre rapport de gestion du premier trimestre de 2017, comme suit :

- Tenir la promesse de la marque Le futur est simple^{MD} de TELUS en accordant la priorité aux clients
- Améliorer notre culture gagnante pour assurer la pérennité de notre avantage concurrentiel
- Générer une croissance rentable du chiffre des ventes tout en améliorant notre efficacité opérationnelle
- Accroître notre avantage concurrentiel en offrant des technologies, des réseaux et des systèmes évolués qui sont axés sur les clients et qui comptent parmi les plus fiables au monde
- Assurer la position de chef de file de TELUS sur des marchés choisis des secteurs commercial, public et international
- Consolider le leadership de TELUS en matière de gestion de l'information en soins de santé pour offrir de meilleurs résultats à tous

4. Capacités

Les énoncés prospectifs présentés dans la présente rubrique, y compris les énoncés concernant notre programme de croissance du dividende et nos objectifs financiers présentés à la *rubrique 4.3*, sont assujettis à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

4.1 Principaux marchés et concurrents

Pour une analyse de nos principaux marchés, de même qu'un aperçu de la concurrence, se reporter à la *rubrique 4.1* de notre rapport de gestion annuel 2016.

4.2 Ressources opérationnelles

Pour une analyse de nos ressources opérationnelles, se reporter à la *rubrique 4.2* de notre rapport de gestion annuel 2016.

Services mobiles

Le taux de désabonnement est défini à la *rubrique 11.2* du présent rapport de gestion. Le taux de désabonnement mensuel des abonnés des services postpayés s'est établi à 0,79 % au deuxième trimestre de 2017, ce qui constitue un résultat record et le 15^e des 16 derniers trimestres au cours desquels notre taux de désabonnement des abonnés des services postpayés est en deçà de 1 %, malgré la forte concurrence et les pressions d'ordre économique. Au deuxième trimestre de 2017, nous avons continué d'occuper une place dominante au chapitre des taux de désabonnement combinés à l'échelle nationale. Le taux de désabonnement mensuel combiné s'est établi à 1,00 % au deuxième trimestre de 2017, soit un résultat record et le taux de désabonnement le plus faible enregistré au deuxième trimestre depuis que nous sommes devenus une entreprise de télécommunications nationale il y a 17 ans. Cela constitue un autre exemple du succès attribuable à notre culture distinctive visant à accorder la priorité aux clients, à l'attention que nous continuons de porter à la prestation d'une expérience client exceptionnelle, et aux nouveaux produits et services attrayants que nous offrons et à nos programmes de fidélisation.

Depuis le milieu de 2013, nous avons investi plus de 3,6 milliards de dollars pour acquérir des licences de spectre pour les services sans fil dans le cadre des enchères tenues et d'autres transactions, et nous avons ainsi plus que doublé le spectre que nous détenons à l'échelle nationale afin de soutenir notre objectif visant à accorder la priorité aux clients. La consommation de données mobiles augmente rapidement, et nous avons en conséquence effectué des investissements afin d'accroître la capacité de notre réseau pour prendre en charge la plus importante consommation de données et la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles. Ces investissements comprennent des investissements dans la technologie des petites cellules pour les services mobiles liée à notre réseau à fibres optiques, afin d'améliorer la couverture et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers les services mobiles fondés sur la technologie 5G.

Au 30 juin 2017, notre réseau 4G LTE (d'après l'anglais *long-term evolution*) couvrait 99 % de la population canadienne, soit une augmentation par rapport à 97 % au 30 juin 2016. De plus, nous avons continué d'investir dans le lancement de notre réseau fondé sur les technologies LTE évoluées, qui couvrait plus de 84 % de la population canadienne au 30 juin 2017, soit une augmentation par rapport à 55 % au 30 juin 2016. À l'extérieur des zones de couverture du réseau LTE et du réseau LTE évolué, et en ce qui concerne les services de transmission de la voix, les appareils fondés sur la technologie LTE que nous offrons fonctionnent également sur notre réseau HSPA+, qui couvrait 99 % de la population canadienne au 30 juin 2017.

Services filaires

Nous avons continué d’investir dans les collectivités urbaines et rurales et nous nous engageons à fournir des capacités en matière de réseau à large bande au plus grand nombre possible de Canadiens. Nous avons accru le déploiement de la fibre optique en branchant directement plus de foyers et d’entreprises aux installations à fibres optiques dans diverses collectivités de la Colombie-Britannique, de l’Alberta et de l’est du Québec. En outre, nous avons accru les vitesses du service Internet à large bande, nous avons élargi notre bibliothèque de vidéos sur demande offertes dans le cadre des services TV ainsi que le contenu haute définition, y compris le contenu télé 4K, et nous avons amélioré la commercialisation des produits et services groupés de transmission de données. Notre réseau à fibres optiques représente également une composante essentielle de notre réseau mobile, qui permettra le déploiement de la technologie 5G dans l’avenir.

Au 30 juin 2017, notre réseau à large bande haute vitesse couvrait environ 3 millions de foyers et d’entreprises en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l’est du Québec, y compris environ 1,26 million de foyers et d’entreprises couverts par nos installations à fibres optiques, en hausse par rapport à environ 0,83 million au deuxième trimestre de 2016, qui fournissent à ceux-ci un accès immédiat à notre réseau gigabit à fibres optiques.

4.3 Situation de trésorerie et sources de financement

Politiques financières liées à la structure du capital

Nous gérons le capital dans le but de maintenir une structure du capital souple qui optimise le coût et la disponibilité du capital en fonction d’un risque acceptable.

Dans notre définition du capital et aux fins de la gestion du capital, nous incluons les actions ordinaires (excluant le cumul des autres éléments du résultat global), la dette à long terme (y compris les facilités de crédit à long terme, le papier commercial adossé aux facilités de crédit à long terme et tous les actifs ou passifs de couverture connexes, déduction faite des montants inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat global), la trésorerie et les placements temporaires, ainsi que les créances clients titrisées.

Nous gérons notre structure du capital et ajustons celle-ci en fonction des variations de la conjoncture et des risques liés à notre infrastructure de télécommunications. Afin de maintenir ou d’ajuster notre structure du capital, nous pouvons modifier le montant des dividendes versés aux détenteurs d’actions ordinaires, pouvons racheter des actions à des fins d’annulation dans le cadre de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, pouvons émettre de nouveaux titres de créance, pouvons émettre de nouveaux titres de créance afin de remplacer une dette existante dotée de caractéristiques différentes, pouvons émettre de nouvelles actions, et/ou pouvons accroître ou réduire le montant des créances clients vendues à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance.

Nous surveillons le capital au moyen de diverses mesures, notamment le ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts, ainsi que le ratio de distribution. (Se reporter aux définitions, à la rubrique 11.1.)

Plan financier et plan de gestion de la structure du capital

Compte rendu – Plan financier et plan de gestion de la structure du capital

Payer des dividendes aux détenteurs d’actions ordinaires en vertu de notre programme pluriannuel de croissance du dividende

- En mai 2016, nous avons annoncé que nous comptons effectuer des hausses de dividendes semestrielles continues, la hausse annuelle s’élevant de 7 % à 10 % entre 2017 et la fin de 2019, prolongeant par le fait même la politique annoncée en mai 2011. Nonobstant cet objectif, les décisions touchant les dividendes continueront d’être assujetties à l’évaluation du conseil ainsi qu’à la détermination de notre situation financière et de nos perspectives sur une base trimestrielle. Notre indication concernant le ratio de distribution à long terme est de 65 % à 75 % des bénéfices nets par action sur une base prospective. Il n’existe aucune certitude que nous maintiendrons un programme de croissance du dividende jusqu’en 2019 ou que nous ne modifierons pas ce programme d’ici 2019. (Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs – La capacité de maintenir notre programme de croissance du dividende jusqu’en 2019*, ainsi qu’à la rubrique 10.7, « *Financement, exigences relatives à la dette et versement de trésorerie à nos actionnaires* », de notre rapport de gestion annuel 2016.)
- Le 10 août 2017, un dividende pour le troisième trimestre de 0,4925 \$ par action a été déclaré sur les actions ordinaires émises et en circulation; ce dividende est payable le 2 octobre 2017 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 8 septembre 2017. Le dividende déclaré pour le troisième trimestre de 2017 reflète une hausse cumulative de 0,0325 \$ par action, ou 7,1 %, par rapport au dividende de 0,46 \$ par action versé en octobre 2016.
- En ce qui a trait aux dividendes déclarés au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017, le fiduciaire du régime de réinvestissement des dividendes et d’actionnariat des employés a racheté des actions propres aux fins de ce régime. Le fiduciaire a racheté environ 0,4 million d’actions ordinaires pour un montant d’environ 16 millions de dollars, et environ 0,7 million d’actions ordinaires pour un montant d’environ 31 millions de dollars, respectivement, sans escompte applicable.

Compte rendu – Plan financier et plan de gestion de la structure du capital

Racheter des actions ordinaires

- Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017, nous n'avons effectué aucune transaction en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Utiliser le produit des créances clients titrisées (emprunts à court terme), les facilités bancaires et le papier commercial, au besoin, pour compléter les flux de trésorerie disponibles et combler les autres besoins de trésorerie

- Le papier commercial émis et en cours s'élevait à 1 032 millions de dollars au 30 juin 2017 et était intégralement libellé en dollars américains (794 millions de dollars US), par rapport à 613 millions de dollars au 31 décembre 2016 et à 975 millions de dollars au 30 juin 2016.
- Le produit des créances clients titrisées s'élevait à 100 millions de dollars au 30 juin 2017 (100 millions de dollars au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2016).

Maintenir la conformité aux objectifs financiers

Certains de nos objectifs financiers actuels feront l'objet d'un examen en 2017 aux fins d'une possible révision en raison des modifications découlant de l'adoption des nouvelles normes comptables IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et IFRS 16, *Contrats de location*. (Se reporter à la rubrique 8.2, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* », de notre rapport de gestion annuel 2016.)

- Maintenir des notations du crédit de première qualité de BBB+ ou des notations équivalentes – Au 11 août 2017, les notations du crédit de première qualité attribuées par les quatre agences de notation qui couvrent TELUS se situaient dans la fourchette visée. (Se reporter à la rubrique 7.8, « *Notations du crédit* ».)
- Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts de 2.00 à 2.50 fois – Au 30 juin 2017, ce ratio, qui était de 2,79 fois, sortait de la fourchette en raison principalement du financement des licences de spectre acquises dans le cadre des enchères de spectre pour les services sans fil tenues en 2014 et en 2015, ainsi que des importantes dépenses d'investissement stratégiques dans notre réseau à fibres optiques. Nous nous attendons à ce que ce ratio diminue en 2018 et nous continuons de nous attendre à ce qu'il revienne dans la fourchette visée à moyen terme, ce qui s'aligne sur notre stratégie à long terme. (Se reporter à la rubrique 7.5, « *Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* ».)
- Ratio de distribution de 65 % à 75 % des bénéfices nets par action sur une base prospective – Notre ratio cible est présenté sur une base prospective. Le ratio de distribution présenté dans le présent rapport de gestion constitue une mesure historique fondée sur les dividendes déclarés et le bénéfice par action des quatre derniers trimestres, et il est présenté à titre indicatif dans le cadre de l'évaluation de notre indication visée. Au 30 juin 2017, le ratio historique de 91 % et le ratio historique ajusté de 78 % excédaient la fourchette visée. Cependant, nous estimons à l'heure actuelle que le ratio de distribution sera conforme à notre indication cible pour l'exercice 2017, sur une base prospective. (Se reporter à la rubrique 7.5, « *Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* ».)
- Maintenir des liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars – Au 30 juin 2017, les liquidités inutilisées s'élevaient à plus de 1 milliard de dollars. (Se reporter à la rubrique 7.6, « *Facilités de crédit* ».)

4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

5. Analyse des résultats d'exploitation

La présente rubrique comporte des énoncés prospectifs, y compris ceux concernant nos attentes liées à la croissance des produits mensuels moyens par appareil d'abonné (« PMAA »), à la croissance du nombre d'abonnés à Internet haute vitesse et aux diverses tendances en ce qui a trait à l'avenir décrites dans la présente rubrique. Il n'existe aucune certitude que nous avons identifié les tendances avec exactitude en nous fondant sur les résultats antérieurs, ni que ces tendances se poursuivront. Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

5.1 Généralités

Nous exerçons un jugement important en ce qui a trait à la distinction que nous faisons entre les activités et les flux de trésorerie de nos services mobiles et de nos services filaires (distinction qui s'applique également à la répartition des charges directes et indirectes ainsi que des dépenses d'investissement). La clarté de cette distinction est de plus en plus minée par la convergence et l'intégration de notre technologie et de notre infrastructure de télécommunications des services mobiles et des services filaires. Le déploiement continu de notre infrastructure de fibres optiques ne reposant pas sur la technologie, conjugué aux réseaux convergents à la fine pointe de la technologie, a eu une incidence importante sur ce jugement, comme c'est le cas pour la commercialisation de solutions de télécommunications mobiles fixes à l'intention des clients pour la consolidation de nos activités ne nécessitant pas de contact avec la clientèle. En conséquence, il est de plus en plus difficile de faire une distinction claire et objective entre les activités et les flux de trésorerie de nos services mobiles et de nos services filaires. Il se pourrait que le jugement exercé à savoir si ces activités peuvent toujours être considérées comme des composantes individuelles et des secteurs opérationnels distincts soit modifié dans l'avenir. Comme nous ne regroupons pas actuellement les secteurs opérationnels, nos secteurs à présenter au 30 juin 2017 sont aussi les services mobiles et les services filaires. L'information sectorielle présentée à la *note 5* des états financiers consolidés intermédiaires est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (notre principal décideur opérationnel).

5.2 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et des tendances

Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T2 2017	T1 2017	T4 2016	T3 2016	T2 2016	T1 2016	T4 2015	T3 2015
Produits d'exploitation	3 273	3 198	3 305	3 238	3 148	3 108	3 217	3 155
Charges d'exploitation								
Achat de biens et services ¹	1 433	1 313	1 574	1 426	1 331	1 300	1 482	1 394
Charge au titre des avantages du personnel ¹	646	624	962	681	628	668	757	693
Dotations aux amortissements	526	532	533	515	499	500	518	471
Total des charges d'exploitation	2 605	2 469	3 069	2 622	2 458	2 468	2 757	2 558
Bénéfice d'exploitation	668	729	236	616	690	640	460	597
Coûts de financement	142	138	134	129	134	123	114	106
Bénéfice avant impôt	526	591	102	487	556	517	346	491
Charge d'impôt sur le résultat	140	150	15	132	140	139	85	126
Bénéfice net	386	441	87	355	416	378	261	365
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	379	433	81	348	416	378	261	365
Bénéfice net par action ordinaire :								
Bénéfice par action de base (BPA de base)	0,64	0,73	0,14	0,59	0,70	0,64	0,44	0,61
BPA de base ajusté ²	0,68	0,74	0,53	0,65	0,70	0,70	0,54	0,66
BPA dilué	0,64	0,73	0,14	0,59	0,70	0,64	0,44	0,61
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,4925	0,48	0,48	0,46	0,46	0,44	0,44	0,42
Information supplémentaire :								
BALIA ²	1 194	1 261	769	1 131	1 189	1 140	978	1 068
Coûts de restructuration et autres coûts ²	39	4	348	60	23	48	99	51
Profits liés à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil	—	—	—	—	15	—	—	—
Profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	3	—	7	10	9	—	—	—
BALIA ajusté ²	1 230	1 265	1 110	1 181	1 188	1 188	1 077	1 119
Entrées liées aux activités d'exploitation	1 126	709	732	1 032	892	563	870	1 025
Flux de trésorerie disponibles ²	260	217	(191)	98	126	108	197	310

1 L'achat de biens et services et la charge au titre des avantages du personnel comprennent les coûts de restructuration et autres coûts.

2 Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

Tendances

La tendance au chapitre de l'augmentation, d'un exercice à l'autre, des produits consolidés reflète i) des produits tirés du réseau mobile, en raison de la croissance des PMAA et du nombre d'abonnés; ii) des produits tirés des services filaires de transmission de données stimulés par le service Internet et par les services de transmission de données améliorés, par l'impartition des processus d'affaires, ainsi que par les produits tirés des services TELUS Santé et TELUS TV. La hausse des produits tirés du service Internet et des services de télévision tient à la croissance du nombre d'abonnés et à l'augmentation des produits par client tirés des services Internet. La croissance des produits consolidés a été neutralisée en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix, ainsi que par la diminution générale des produits tirés de l'équipement mobile. Pour des renseignements supplémentaires concernant les produits du secteur des services mobiles et du secteur des services filaires ainsi que les tendances au chapitre du nombre d'abonnés, se reporter à la *rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles »*, et à la *rubrique 5.5, « Secteur des services filaires »*.

La tendance au chapitre de l'augmentation, d'un exercice à l'autre, des charges liées à l'achat de biens et services reflète l'augmentation des charges au titre de l'équipement liées aux téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus, la hausse des coûts des appareils (qui tient compte de l'incidence de la dépréciation pluriannuelle du dollar canadien par rapport au dollar américain), et l'accroissement des coûts liés à la hausse des volumes; l'augmentation des charges du secteur des services mobiles liées au service à la clientèle, aux frais d'administration, aux frais d'itinérance et à la main-d'œuvre externe, afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés; et l'augmentation du coût des ventes lié aux services filaires de télévision découlant de la croissance du nombre d'abonnés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des coûts liés à l'équipement filaire.

La tendance au chapitre de la diminution, d'un exercice à l'autre, de la charge au titre des avantages du personnel reflète la modération des salaires en raison de la réduction du nombre d'employés équivalents temps plein au pays et l'incidence des avantages découlant de certaines concessions relatives aux contrats liés à la rémunération dont les droits sont immédiatement acquis comptabilisée au quatrième trimestre de 2016, comme il est décrit dans notre rapport de gestion annuel 2016, qui se traduisent par une amélioration de la productivité et continuent de soutenir nos efforts axés sur le service à la clientèle. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement du nombre d'employés afin de prendre en charge la croissance des produits tirés de l'impartition des processus d'affaires ainsi que des acquisitions d'entreprises.

La tendance au chapitre de l'augmentation, d'un exercice à l'autre, de la dotation aux amortissements reflète une augmentation découlant de la croissance des immobilisations afin de prendre en charge l'élargissement de notre infrastructure à large bande et l'élargissement de la couverture du réseau LTE, la croissance au chapitre des acquisitions d'entreprises, ainsi que l'incidence actuelle de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs. Les investissements dans notre réseau à fibres optiques nous permettent également de prendre en charge notre stratégie fondée sur la technologie des petites cellules afin d'améliorer la couverture et la capacité, et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G.

La tendance au chapitre de l'augmentation, d'un exercice à l'autre, des coûts de financement reflète l'augmentation de l'encours de la dette à long terme, qui est liée principalement aux investissements importants relatifs aux licences de spectre acquises dans le cadre des enchères de licences de spectre pour les services sans fil tenues en 2014 et en 2015, ainsi qu'aux investissements générationnels dans la fibre optique jusqu'au domicile et jusque dans les entreprises. Toutefois, les coûts de financement sont comptabilisés déduction faite des intérêts comptabilisés à l'actif au titre des licences de spectre acquises dans le cadre des enchères visant les licences de spectre pour les services sans fil, et la comptabilisation à l'actif des intérêts a pris fin au premier trimestre de 2017, étant donné que les sites cellulaires peuvent maintenant être construits de façon à utiliser les fréquences du spectre. Les coûts de financement comprennent également le montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel. De plus, pour les huit périodes présentées, les coûts de financement comprennent divers profits ou pertes de change et des montants variables de produits d'intérêts.

La tendance observée au chapitre du bénéfice net reflète les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements hors trésorerie liés aux variations de l'impôt sur le résultat, et les ajustements comptabilisés dans les périodes considérées au titre de l'impôt sur le résultat de périodes antérieures, y compris les intérêts connexes après impôt sur les redressements. Historiquement, les rachats d'actions en vertu de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités ont également eu une incidence sur la tendance au chapitre du BPA de base. Toutefois, aucun rachat n'a été effectué au premier semestre de 2017.

La tendance générale au chapitre de l'augmentation, d'un exercice à l'autre, des entrées liées aux activités d'exploitation reflète de façon générale l'augmentation du BAIIA ajusté consolidé. Elle reflète également la hausse des paiements d'intérêts découlant de l'accroissement de l'encours de la dette, facteur neutralisé par la réduction des taux d'intérêt à terme fixe. Les paiements d'impôt sur le résultat et les coûts de restructuration et autres coûts ont de façon générale augmenté en 2016, mais nous tenons pour hypothèse que les paiements d'impôt en

trésorerie diminueront au cours de l'exercice 2017, comme il est décrit à la *rubrique 9.3* de notre rapport de gestion annuel 2016. La tendance au chapitre des flux de trésorerie disponibles reflète les facteurs ayant une incidence sur les entrées liées aux activités d'exploitation ainsi que l'accroissement des dépenses d'investissement. Pour une analyse détaillée des tendances, se reporter à la *rubrique 5.4*, « Secteur des services mobiles », et à la *rubrique 5.5*, « Secteur des services filaires ».

5.3 Résultats d'exploitation consolidés

L'analyse qui suit porte sur notre performance financière consolidée. L'information sectorielle présentée à la *note 5* des états financiers consolidés intermédiaires est régulièrement communiquée à notre chef de la direction. Une analyse du rendement de nos secteurs opérationnels est présentée à la *rubrique 5.4*, « Secteur des services mobiles », à la *rubrique 5.5*, « Secteur des services filaires », et à la *rubrique 7.3*, « Sorties liées aux activités d'investissement ».

Produits d'exploitation

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Services	3 091	2 952	4,7 %	6 118	5 876	4,1 %
Équipement	168	164	2,4 %	326	336	(3,0) %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	3 259	3 116	4,6 %	6 444	6 212	3,7 %
Autres produits d'exploitation	14	32	(56,3) %	27	44	(38,6) %
	3 273	3 148	3,9 %	6 471	6 256	3,4 %

Les produits d'exploitation consolidés se sont accrus de 125 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 215 millions de dollars au premier semestre de 2017.

- Les **produits tirés des services** ont augmenté de 139 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 242 millions de dollars au premier semestre de 2017, ce qui reflète principalement la croissance des produits tirés du réseau mobile et des produits tirés des services filaires de transmission de données, facteur neutralisé en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix. Les produits tirés des services de réseau mobile reflètent la croissance des PMAA combinés et du nombre d'abonnés aux services mobiles et, dans une moindre mesure, les produits liés aux abonnés de Manitoba Telecom Services Inc. (« MTS ») que nous avons acquis. Les produits tirés des services filaires de transmission de données reflètent l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés, des services d'impartition des processus d'affaires, ainsi que des services TELUS Santé et TELUS TV. La hausse des produits tirés du service TELUS Santé est attribuable à une croissance interne découlant des produits tirés des services professionnels et des services de soutien additionnels, ainsi qu'aux acquisitions. Les produits tirés des services Internet et des services de télévision se sont accrus en raison de la croissance du nombre d'abonnés, ainsi que de la hausse des produits par client tirés des services Internet.
- Les **produits tirés de l'équipement** ont augmenté de 4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en raison des ventes d'équipement dans le marché des affaires. Les produits tirés de l'équipement ont diminué de 10 millions de dollars au cours du semestre, ce qui reflète essentiellement la baisse des produits tirés de l'équipement mobile tenant à la hausse des coûts de financement par appareil et à la réduction des volumes de fidélisation du secteur des services mobiles, ainsi qu'à l'intensification de la concurrence touchant les services mobiles, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés aux services postpayés.
- Les **autres produits d'exploitation** ont diminué de 18 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 17 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison principalement de la réduction des profits nets pour la période considérée, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces variations comprennent la diminution des profits nets et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, ainsi que le profit non récurrent comptabilisé en 2016 relativement à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil et à la vente d'immobilisations corporelles, facteurs neutralisés en partie par la non-réurrence d'une provision comptabilisée en 2016, qui est liée aux options de vente position vendeur fournies pour des participations ne donnant pas le contrôle dans le cadre d'un regroupement d'entreprises effectué en 2012.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Achat de biens et services	1 433	1 331	7,7 %	2 746	2 631	4,4 %
Charge au titre des avantages du personnel	646	628	2,9 %	1 270	1 296	(2,0) %
Amortissement des immobilisations corporelles	391	385	1,6 %	793	770	3,0 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	135	114	18,4 %	265	229	15,7 %
	2 605	2 458	6,0 %	5 074	4 926	3,0 %

Les charges d'exploitation consolidées ont augmenté de 147 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 148 millions de dollars au premier semestre de 2017.

- L'achat de biens et services** a augmenté de 102 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 115 millions de dollars au premier semestre de 2017, ce qui reflète la hausse des coûts associés à l'accroissement du nombre brut de mises en service et des volumes de fidélisation, l'augmentation des coûts des appareils (découlant en partie de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours des deux dernières années), la hausse des frais de publicité et de promotion, l'accroissement des coûts liés aux services d'itinérance, la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre externe afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés, l'augmentation des coûts de restructuration non liés à la main-d'œuvre, incluant les coûts liés à la migration des abonnés de MTS que nous avons acquis, les coûts liés au service à la clientèle fourni aux abonnés de MTS que nous avons acquis, ainsi que la hausse des coûts liés au contenu des services de télévision.
- La charge au titre des avantages du personnel** a augmenté de 18 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en raison principalement de l'accroissement du nombre d'employés afin de prendre en charge l'augmentation des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires, facteur neutralisé en partie par les avantages découlant de certaines concessions relatives aux contrats liés à la rémunération dont les droits sont immédiatement acquis, qui se traduisent par une amélioration de la productivité et continuent de soutenir nos efforts axés sur le service à la clientèle. La charge au titre des avantages du personnel a diminué de 26 millions de dollars au premier semestre de 2017, essentiellement en raison des charges de restructuration liées à la main-d'œuvre non récurrentes comptabilisées en 2016, de la baisse des coûts liés au programme de rémunération et d'avantages du personnel découlant de la réduction du nombre d'employés équivalents temps plein au pays, ainsi que des avantages découlant de certaines concessions relatives aux contrats dont il est fait mention ci-dessus, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la croissance du nombre d'employés et de la rémunération afin de prendre en charge l'augmentation des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires, dont il est fait mention ci-dessus.
- L'amortissement des immobilisations corporelles** a augmenté de 6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 23 millions de dollars au premier semestre de 2017, ce qui est imputable à l'accroissement des dépenses liées aux immobilisations, y compris les acquisitions d'entreprises, ainsi qu'à l'incidence de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs, facteurs neutralisés en partie par la mise hors service accrue d'immobilisations.
- L'amortissement des immobilisations incorporelles** a augmenté de 21 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 36 millions de dollars au premier semestre de 2017, ce qui reflète la croissance des dépenses liées aux immobilisations incorporelles, y compris les acquisitions d'entreprises.

Bénéfice d'exploitation

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
BAlIA du secteur des services mobiles (se reporter à la rubrique 5.4)	783	793	(1,3) %	1 603	1 549	3,5 %
BAlIA du secteur des services filaires (se reporter à la rubrique 5.5)	411	396	3,8 %	852	780	9,1 %
BAlIA	1 194	1 189	0,4 %	2 455	2 329	5,4 %
Dotation aux amortissements (se reporter à l'analyse ci-dessus)	(526)	(499)	(5,4) %	(1 058)	(999)	(5,9) %
	668	690	(3,2) %	1 397	1 330	5,0 %

Le bénéfice d'exploitation a diminué de 22 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et a augmenté de 67 millions de dollars au premier semestre de 2017. Le BAlIA s'est accru de 5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 126 millions de dollars au premier semestre de 2017, et le BAlIA ajusté (se reporter à la rubrique 11.1) a augmenté de 42 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 119 millions de dollars au premier semestre de 2017. Ces augmentations reflètent la croissance des produits tirés des services de réseau mobile stimulée par l'augmentation des PMAA et du nombre d'abonnés, ainsi que la croissance des marges liées aux services de transmission de données.

Coûts de financement

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Montant brut des charges d'intérêts	144	138	4,3 %	286	275	4,0 %
Intérêts sur la dette à long terme comptabilisés à l'actif	—	(11)	n.s.	—	(28)	n.s.
Charges d'intérêts						
Montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel	2	1	100,0 %	3	2	50,0 %
(Produits) d'intérêts	(1)	(1)	— %	(1)	(1)	— %
(Profits) pertes de change	(3)	7	n.s.	(8)	9	n.s.
	142	134	6,0 %	280	257	8,9 %

Les coûts de financement ont augmenté de 8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 23 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison principalement des facteurs suivants :

- Le **montant brut des charges d'intérêts**, avant la comptabilisation à l'actif des intérêts sur la dette à long terme, a augmenté de 6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 11 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison principalement de l'accroissement du solde moyen de la dette à long terme, facteur neutralisé en partie par la réduction du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur la dette à long terme [excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc.] s'élevait à 4,16 % au 30 juin 2017, par rapport à 4,32 % à l'exercice précédent. (Se reporter à « Émission et remboursement de titres de créance à long terme », à la rubrique 7.4.)
- Les **intérêts sur la dette à long terme comptabilisés à l'actif** ont trait à la dette contractée aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de spectre tenues par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »), ce spectre étant déployé au sein de notre réseau existant. Les intérêts sur la dette à long terme sont comptabilisés à l'actif jusqu'à ce que la quasi-totalité des activités nécessaires au déploiement de ce spectre aux fins prévues ait été menée à terme, c'est-à-dire jusqu'au moment où les sites cellulaires pouvant utiliser le spectre sont prêts à être mis en service. La comptabilisation à l'actif des intérêts a pris fin au premier trimestre de 2017.
- Le **montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel** a affiché une légère hausse de 1 million de dollars au deuxième trimestre et au premier semestre de 2017. Le déficit au titre des régimes à prestations définies au 31 décembre 2016 a augmenté légèrement, par rapport au 31 décembre 2015, et le taux d'actualisation a subi une variation minimale.
- Les **(profits) pertes de change** ont fluctué, en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain en 2017, ainsi que de l'incidence de nos activités de couverture et de l'incidence de nos services d'impartition des processus d'affaires à l'échelle internationale.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Impôt sur le résultat calculé selon les taux prévus par la loi applicables	141	148	(4,7) %	298	285	4,6 %
Réévaluation du passif d'impôt différé pour tenir compte des taux d'imposition prévus par la loi futurs	—	—	n.s.	—	1	(100,0) %
Ajustements comptabilisés dans la période considérée au titre de l'impôt sur le résultat de périodes antérieures	(1)	—	n.s.	(1)	—	n.s.
Autres	—	(8)	(100,0) %	(7)	(7)	— %
Impôt sur le résultat	140	140	— %	290	279	3,9 %
Taux d'imposition prévus par la loi applicables (en %)	26,8	26,5	0,3 pt	26,7	26,6	0,1 pt
Taux d'imposition effectif (en %)	26,6	25,2	1,4 pt	26,0	26,0	— pt

Le total de la charge d'impôt sur le résultat est demeuré inchangé au deuxième trimestre de 2017 et a augmenté de 11 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt.

Bénéfice global

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Bénéfice net	386	416	(7,2) %	827	794	4,2 %
Autres éléments du résultat global (déduction faite de l'impôt sur le résultat) :						
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	21	4	n.s.	13	(10)	n.s.
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat – Réévaluation des régimes à prestations définies du personnel	18	94	(80,9) %	86	17	n.s.
Bénéfice global	425	514	(17,3) %	926	801	15,6 %

Le bénéfice global a diminué de 89 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en raison essentiellement de la réduction des montants des réévaluations des régimes à prestations définies du personnel et de la baisse du bénéfice net. Le bénéfice global a augmenté de 125 millions de dollars pour le semestre, en raison principalement de l'augmentation des montants des réévaluations des régimes à prestations définies du personnel et de la hausse du bénéfice net. Les éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat comprennent les variations de la juste valeur latente des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, ainsi que les variations de la juste valeur latente de placements disponibles à la vente.

5.4 Secteur des services mobiles**Tendances et caractère saisonnier – services mobiles**

La tendance historique observée au chapitre des produits tirés du réseau mobile reflète la croissance des PMAA et du nombre d'abonnés stimulée par la proportion accrue de forfaits assortis de tarifs plus élevés dans la composition des produits, ainsi qu'à la plus importante consommation de données. Cette croissance, conjuguée à la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus, a été neutralisée en partie par la diminution générale des produits tirés de l'équipement mobile, qui reflète la hausse des coûts de financement par appareil en raison de l'intensification de la concurrence, ainsi que la réduction générale des volumes de fidélisation.

La croissance des PMAA du secteur des services mobiles a affiché une tendance à la hausse en 2017, en raison des efforts en matière de commercialisation et du plus grand nombre de forfaits assortis de tarifs plus élevés, y compris les forfaits Extra Plus lancés en juin 2016, et du plus grand nombre de forfaits de données. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des pressions concurrentielles entraînant l'affectation de quantités de données plus importantes aux forfaits, y compris le partage de données et les caractéristiques et forfaits concernant les services de transmission de données en itinérance internationale, le comportement des consommateurs à l'égard de la fréquence accrue des avis d'utilisation de données aux clients, ainsi que le délestage du trafic de données vers les points d'accès Wi-Fi. Les PMAA devraient continuer d'augmenter légèrement au cours de 2017, en raison de la croissance continue de l'utilisation des données, et de la variation continue de la composition de notre clientèle en faveur d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée. Toutefois, le niveau des PMAA dépend fortement de la concurrence, de la conjoncture économique, du comportement des consommateurs, du contexte réglementaire, ainsi que du choix des appareils et d'autres facteurs. En conséquence, il n'existe aucune certitude que la croissance des PMAA se poursuivra.

Il se peut que nous subissions des pressions sur le taux de désabonnement aux services postpayés si l'intensification de la concurrence se poursuit, en raison en partie du plus grand nombre de clients dont le contrat est expiré, ainsi que du nombre de clients qui possèdent déjà un appareil et ne signent pas de nouveaux contrats. En conséquence, les résultats d'exploitation du secteur des services mobiles dans le passé et les tendances pourraient ne pas refléter les résultats et les tendances des périodes futures.

Historiquement, les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, l'augmentation des frais d'acquisition connexes et des ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats au cours des troisième et quatrième trimestres ont revêtu un caractère saisonnier important au cours de ces deux trimestres. Ces facteurs peuvent avoir une plus grande incidence lorsque surviennent le lancement d'appareils populaires et d'autres événements saisonniers tels que la rentrée scolaire, le Vendredi fou et Noël. Les coûts liés à l'accroissement des volumes de mises en service, dont le caractère est saisonnier, donnent habituellement lieu à une baisse séquentielle du BAIIA du secteur des services mobiles du deuxième trimestre au quatrième trimestre, laquelle est habituellement suivie par une augmentation séquentielle du BAIIA du secteur des services mobiles du quatrième trimestre au deuxième trimestre, les résultats du quatrième trimestre de 2016 tenant compte de la charge de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis. Les ajouts d'abonnés sont généralement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Historiquement, les

PMAA tirés des services mobiles ont enregistré des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres, en raison de l'utilisation accrue de ces services et du recours aux services d'itinérance au printemps et en été, et des baisses séquentielles saisonnières aux quatrième et premier trimestres. Cette incidence saisonnière sur les PMAA s'atténue, au fur et à mesure que les forfaits voix illimitée au pays deviennent plus prépondérants, et que l'utilisation des services de transmission de la voix facturables et que les pics d'utilisation des services interurbains deviennent moins prononcés. Par ailleurs, les clients optent pour des forfaits de données comportant des capacités accrues et des prix de base plus élevés qui leur permettent de bénéficier d'options flexibles de réapprovisionnement de données, ce qui donne lieu à une plus faible variabilité au chapitre de l'utilisation des services de transmission de données facturables et à une hausse des produits récurrents mensuels. Les tendances au chapitre des produits et des mesures opérationnelles fondées sur les produits seront touchées par l'adoption d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, comme il est décrit plus en détail à la rubrique 8.2, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* », de notre rapport de gestion annuel 2016.

Indicateurs opérationnels – services mobiles

Aux 30 juin	2017	2016	Variation			
Abonnés (en milliers) :						
Postpayés	7 753	7 376	5,1 %			
Prépayés	947	1 051	(9,9) %			
Total	8 700	8 427	3,2 %			
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	89,1	87,5	1,6 pt			
Population couverte par le réseau HSPA+ ¹ (en millions)	36,7	35,7	2,8 %			
Population couverte par le réseau LTE ¹ (en millions)	36,5	35,1	4,0 %			
	<u>Deuxièmes trimestres clos les 30 juin</u>			<u>Semestres clos les 30 juin</u>		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Ajouts bruts d'abonnés (en milliers) :						
Postpayés	262	247	6,1 %	487	459	6,1 %
Prépayés	80	84	(4,8) %	150	163	(8,0) %
Total	342	331	3,3 %	637	622	2,4 %
Ajouts nets d'abonnés (en milliers) :						
Postpayés	99	61	62,3 %	143	69	n.s.
Prépayés	(16)	(21)	23,8 %	(69)	(54)	(27,8) %
Total	83	40	n.s.	74	15	n.s.
PMAA combinés, par mois ² (en dollars)	66,87	64,38	3,9 %	66,20	63,73	3,9 %
Taux de désabonnement, par mois² (en %)						
Combinés	1,00	1,15	(0,15) pt	1,09	1,21	(0,12) pt
Services postpayés	0,79	0,90	(0,11) pt	0,86	0,93	(0,07) pt

1 Y compris les ententes de partage de réseau conclues avec d'autres entreprises de télécommunications canadiennes.

2 Se reporter à la rubrique 11.2, « *Indicateurs opérationnels* ». Ces mesures ne sont pas définies par les IFRS de l'IASB. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.

3 Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2017, le nombre d'abonnés des services postpayés, le total des abonnés et les statistiques opérationnelles connexes (ajouts bruts, ajouts nets, produits mensuels moyens par appareil d'abonné [« PMAA »] et taux de désabonnement) ont été ajustés de manière à tenir compte des 85 000 abonnés de MTS aux fins du calcul des soldes d'ouverture relatifs au nombre d'abonnés. Le nombre cumulé de connexions d'abonnés tient également compte d'un ajustement au 1^{er} avril 2017 effectué de manière à supprimer du nombre d'abonnés environ 19 000 abonnés des services prépayés et 25 000 abonnés des services postpayés, respectivement, principalement en raison de la fin de l'exploitation de notre réseau AMRC à l'échelle nationale.

Produits d'exploitation – secteur des services mobiles

(en millions de dollars, sauf les ratios)	<u>Deuxièmes trimestres clos les 30 juin</u>			<u>Semestres clos les 30 juin</u>		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Produits tirés des services de réseau	1 725	1 608	7,2 %	3 398	3 181	6,8 %
Produits tirés de l'équipement et autres produits	123	123	— %	231	247	(6,5) %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	1 848	1 731	6,8 %	3 629	3 428	5,9 %
Autres produits d'exploitation	(2)	23	(108,7) %	—	28	(100,0) %
Produits d'exploitation externes	1 846	1 754	5,2 %	3 629	3 456	5,0 %
Produits interservices	11	14	(21,4) %	22	28	(21,4) %
Produits d'exploitation du secteur des services mobiles	1 857	1 768	5,0 %	3 651	3 484	4,8 %

Les **produits tirés des services de réseau** provenant de clients externes se sont accrus de 117 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 217 millions de dollars au premier semestre de 2017. La hausse des produits tirés des services de réseau reflète i) la proportion accrue des forfaits assortis de tarifs plus élevés dans la composition des produits, y compris les forfaits Extra Plus lancés en juin 2016; ii) la plus grande proportion de

clients ayant choisi des forfaits comportant de plus importants lots de données ou ayant périodiquement accru leurs lots de données; iii) la croissance du nombre d'abonnés, y compris les abonnés de MTS que nous avons acquis; iv) la plus grande proportion d'abonnés des services postpayés; v) la plus grande proportion de téléphones intelligents; vi) la hausse des produits tirés des services d'itinérance.

- Les **PMAA combinés mensuels** se sont établis à 66,87 \$ au deuxième trimestre de 2017 et à 66,20 \$ au premier semestre de 2017, ce qui reflète une hausse de 2,49 \$ pour le trimestre et de 2,47 \$ pour le semestre. Les augmentations sont principalement attribuables à l'incidence de la hausse des produits tirés des services de réseau (dont il est fait mention ci-dessus).
- Les **ajouts bruts d'abonnés** se sont établis à 342 000 au deuxième trimestre de 2017 et à 637 000 au premier semestre de 2017, ce qui reflète une hausse de 11 000 pour le trimestre et de 15 000 pour le semestre. Les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés ont augmenté de 15 000 au cours du trimestre et de 28 000 au cours du premier semestre, en raison du succès remporté par les promotions, y compris nos efforts en matière de commercialisation axés sur les mises en service d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée et de téléphones intelligents, facteurs neutralisés en partie par l'intensification de la concurrence. Les ajouts bruts d'abonnés des services prépayés ont diminué de 4 000 au cours du trimestre et de 13 000 au cours du premier semestre, ce qui reflète essentiellement l'intensification de la concurrence et nos efforts en matière de commercialisation axés sur les mises en service d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée.
- Le **taux de désabonnement mensuel moyen des abonnés des services postpayés** s'est établi à 0,79 % au deuxième trimestre de 2017, ce qui constitue un résultat record, et à 0,86 % au premier semestre de 2017, par rapport à 0,90 % et à 0,93 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2016. Le maintien d'un faible taux de désabonnement des abonnés des services postpayés en 2017 reflète l'attention que nous prêtons à nos initiatives accordant la priorité aux clients, ainsi que nos programmes de fidélisation. Le taux de désabonnement mensuel combiné s'est établi à 1,00 % au deuxième trimestre de 2017, ce qui constitue un résultat record, et à 1,09 % au premier semestre de 2017, par rapport à 1,15 % et à 1,21 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2016. L'amélioration des taux de désabonnement combinés en 2017 reflète la variation du taux de désabonnement des abonnés des services postpayés dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que l'amélioration du taux de désabonnement des abonnés des services prépayés et le plus grand nombre d'abonnés des services postpayés par rapport au nombre d'abonnés des services prépayés.
- Les **ajouts nets d'abonnés** reflètent les ajouts nets d'abonnés des services postpayés de 99 000 au deuxième trimestre de 2017 et de 143 000 au premier semestre de 2017, par rapport à 61 000 et à 69 000, respectivement, aux périodes correspondantes de 2016, en raison des facteurs décrits ci-dessus ayant influé sur les ajouts bruts d'abonnés et de nos efforts en matière de commercialisation axés sur la migration rentable des abonnés des services prépayés aux services postpayés. Le nombre d'abonnés aux services prépayés a diminué de 16 000 au deuxième trimestre de 2017 et de 69 000 au premier semestre de 2017, par rapport à des diminutions de 21 000 et de 54 000, respectivement, aux périodes correspondantes de 2016, ce qui reflète nos efforts axés sur les mises en service d'abonnés des services postpayés à valeur plus élevée, l'intensification de la concurrence en ce qui a trait aux services prépayés, et les conversions aux services postpayés dont il est fait mention ci-dessus. Les ajouts nets d'abonnés se sont établis à 83 000 au deuxième trimestre de 2017 et à 74 000 au premier semestre de 2017, ce qui reflète des améliorations d'un exercice à l'autre de 43 000 au cours du trimestre et de 59 000 au cours du premier semestre de 2017, en raison de la baisse du taux de désabonnement mensuel combiné et de l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés.

Les **produits tirés de l'équipement et autres services** sont demeurés inchangés au deuxième trimestre de 2017, l'augmentation des volumes ayant été neutralisée par la hausse des coûts de financement par appareil et par l'intensification de la concurrence. Les produits tirés de l'équipement et autres services ont diminué de 16 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison principalement de la hausse des coûts de financement par appareil et de la diminution des volumes de fidélisation, ainsi que de l'intensification de la concurrence, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés.

Les **autres produits d'exploitation** ont diminué de 25 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 28 millions de dollars au premier semestre de 2017, résultats qui tiennent en grande partie au profit non récurrent comptabilisé relativement à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, à la réduction des profits découlant de la vente d'immobilisations corporelles, et à la diminution des profits nets et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières.

Les **produits interservices** représentent les services de réseau qui sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

Charges d'exploitation – secteur des services mobiles

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Achat de biens et services :						
Charges liées aux ventes d'équipement	406	371	9,4 %	772	734	5,2 %
Charges d'exploitation des services de réseau	201	188	6,9 %	397	373	6,4 %
Frais de marketing	102	97	5,2 %	188	188	— %
Autres ¹	205	161	27,3 %	375	316	18,7 %
Charge au titre des avantages du personnel ¹	160	158	1,3 %	316	324	(2,5) %
Charges d'exploitation du secteur de services mobiles	1 074	975	10,2 %	2 048	1 935	5,8 %

1 Comprend les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

Les charges d'exploitation du secteur des services mobiles ont augmenté de 99 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 113 millions de dollars au premier semestre de 2017.

Les **charges liées aux ventes d'équipement** ont augmenté de 35 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 38 millions de dollars au premier semestre de 2017, ce qui reflète la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus, y compris les appareils supérieurs compris dans les forfaits Extra Plus, la hausse des coûts des appareils (y compris l'incidence de la hausse des coûts des fournisseurs découlant de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours des deux dernières années), de même que l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés. La hausse des charges liées aux ventes d'équipement au deuxième trimestre reflète également l'augmentation des volumes de fidélisation.

Les **charges d'exploitation des services de réseau** ont augmenté de 13 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 24 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison principalement de l'accroissement de la charge au titre des services d'itinérance.

Les **frais de marketing** se sont accrus de 5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en raison principalement de la hausse des frais de publicité et de promotion et de l'augmentation de la charge au titre des commissions découlant de l'accroissement des ajouts bruts et de l'augmentation des volumes de fidélisation. Les frais de marketing sont demeurés inchangés au premier semestre de 2017.

Les **autres charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté de 44 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 59 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison principalement de l'augmentation des coûts de restructuration non liés à la main-d'œuvre, incluant les coûts liés à la migration des abonnés de MTS que nous avons acquis, des coûts au chapitre du soutien à la clientèle fourni aux abonnés de MTS que nous avons acquis, ainsi que de l'accroissement des coûts liés à la main-d'œuvre externe et des frais d'administration afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés.

La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté de 2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017. La charge au titre des avantages du personnel a diminué de 8 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison essentiellement d'importants coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre non récurrents comptabilisés en 2016 dans le cadre des initiatives d'efficacité opérationnelle, et de la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés à l'actif.

BAIIA – secteur des services mobiles

(en millions de dollars, sauf les marges)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
BAIIA	783	793	(1,3) %	1 603	1 549	3,5 %
Ajouter : coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA	27	9	n.s.	28	18	55,6 %
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil	—	(15)	n.s.	—	(15)	n.s.
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	(1)	(4)	(75,0) %	(1)	(4)	(75,0) %
BAIIA ajusté¹	809	783	3,3 %	1 630	1 548	5,3 %
Marge du BAIIA (en %)	42,2	44,9	(2,7) pts	43,9	44,5	(0,6) pt
Marge du BAIIA ajusté ² (en %)	43,6	44,8	(1,2) pt	44,7	44,7	— pt

1 Se reporter à la description fournie à la section « BAIIA », à la rubrique 11.1.

2 Aux fins du calcul de la marge du BAIIA ajusté, les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, ainsi que le profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, sont exclus du BAIIA et des produits d'exploitation, et les coûts de restructuration et autres coûts sont exclus du BAIIA.

Le BAIIA du secteur des services mobiles a diminué de 10 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et a augmenté de 54 millions de dollars au premier semestre de 2017. Le BAIIA ajusté du secteur des services mobiles a augmenté de 26 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 82 millions de dollars au premier semestre 2017, ce qui reflète la croissance des produits tirés des services de réseau en raison de l'augmentation des PMAA et de l'accroissement du nombre d'abonnés, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des charges liées aux ventes d'équipement, par la hausse des charges d'exploitation des services de réseau, et par l'accroissement des charges liées à la main-d'œuvre externe.

5.5 Secteur des services filaires

Tendances – secteur des services filaires

La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés des services filaires reflète la croissance des produits tirés des services Internet haute vitesse et des services de transmission de données améliorés, des services d'impartition des processus d'affaires, ainsi que des services TELUS Santé et TELUS TV, facteur neutralisé en partie par la diminution des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et des produits tirés de l'équipement. La hausse des produits tirés des services Internet et des services de télévision découle de la croissance du nombre d'abonnés et de l'accroissement des produits d'exploitation par client tirés des services Internet. La tendance à la baisse au chapitre des produits tirés des services filaires de transmission de la voix découle du remplacement de la technologie, de l'utilisation accrue de forfaits interurbains et de la réduction des volumes de services de gros tenant à la concurrence exercée par des fournisseurs offrant des services VoIP (y compris des câblodistributeurs concurrents), des revendeurs et des entreprises propriétaires d'installations, ainsi que du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services et applications IP, de l'intensification continue de la concurrence sur le marché des petites et moyennes entreprises, de même que, aux trimestres précédents, de l'incidence persistante du ralentissement économique, particulièrement en Alberta, qui demeure plus prépondérante dans les marchés des affaires.

Nous nous attendons à une croissance continue du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse en 2017, en raison de la reprise de l'économie et de nos investissements continus dans l'élargissement de notre réseau à fibres optiques. Le nombre d'abonnés au service TELUS TV a continué d'afficher une croissance modérée, en raison du recul général du marché des services de télévision payés résultant du taux de pénétration élevé du marché et de l'intensification de la concurrence, y compris en ce qui concerne les services par contournement. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau continuent de refléter la tendance courante au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet.

Indicateurs opérationnels – services filaires

Aux 30 juin (en milliers)	2017	2016	Variation			
Nombre d'abonnés :						
Abonnés à Internet haute vitesse ¹	1 703	1 617	5,3 %			
Abonnés à TELUS TV ¹	1 075	1 029	4,5 %			
Lignes résidentielles d'accès au réseau ¹	1 332	1 421	(6,3) %			
Nombre total d'abonnés aux services filaires ¹	4 110	4 067	1,1 %			
	<u>Deuxièmes trimestres clos les 30 juin</u>			<u>Semestres clos les 30 juin</u>		
(en milliers)	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés :						
Abonnés à Internet haute vitesse	17	18	(5,6) %	41	30	36,7 %
Abonnés à TELUS TV	5	13	(61,5) %	12	24	(50,0) %
Lignes résidentielles d'accès au réseau	(19)	(20)	5,0 %	(42)	(46)	8,7 %
Total des ajouts nets d'abonnés aux services filaires	3	11	(72,7) %	11	8	37,5 %

1 En ce qui a trait à une acquisition et à un dessaisissement réalisés au cours du premier trimestre de 2017, les soldes d'ouverture relatifs au nombre de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV ont été majorés d'un nombre net de 1 000, de 6 000 et de 5 000, respectivement.

Produits d'exploitation – secteur des services filaires

(en millions de dollars)	<u>Deuxièmes trimestres clos les 30 juin</u>			<u>Semestres clos les 30 juin</u>		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Services et équipement de transmission de données	1 045	990	5,6 %	2 080	1 983	4,9 %
Services de transmission de la voix	311	340	(8,5) %	631	688	(8,3) %
Autres services et équipement	55	55	— %	104	113	(8,0) %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	1 411	1 385	1,9 %	2 815	2 784	1,1 %
Autres produits d'exploitation	16	9	77,8 %	27	16	68,8 %
Produits d'exploitation externes	1 427	1 394	2,2 %	2 842	2 800	1,5 %
Produits interservices	52	48	8,3 %	104	95	9,5 %
Produits d'exploitation du secteur des services filaires	1 479	1 442	2,5 %	2 946	2 895	1,7 %

- Les **produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données** ont augmenté de 55 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 97 millions de dollars au premier semestre de 2017. Les augmentations sont principalement attribuables i) à l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés reflétant la croissance de 5,3 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse sur 12 mois, l'augmentation des produits d'exploitation par client découlant des mises à niveau pour des vitesses Internet plus élevées et des forfaits permettant une plus grande utilisation des services de transmission de données, de même que certaines hausses de tarifs; ii) à la croissance des produits tirés de l'impartition des processus d'affaires, neutralisée en partie par l'incidence des taux de change sur les établissements à l'étranger; iii) à l'accroissement des produits tirés de TELUS Santé stimulé par une croissance interne découlant des produits tirés des services professionnels et des services de soutien additionnels, ainsi que des acquisitions; iv) à l'augmentation des produits tirés de TELUS TV découlant de la croissance de 4,5 % du nombre d'abonnés sur 12 mois et de certaines hausses de tarifs. Cette croissance a été neutralisée en partie par la réduction continue des services de transmission de données existants. Les produits tirés de l'équipement dans le marché des affaires se sont accrus au cours du trimestre.
- Les **produits tirés des services de transmission de la voix** ont reculé de 29 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 57 millions de dollars au premier semestre de 2017. Les diminutions reflètent la réduction continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants découlant du remplacement de la technologie, l'intensification de la concurrence, l'utilisation accrue de forfaits interurbains et la baisse du nombre de minutes d'utilisation des services interurbains, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des volumes liés aux services de gros et par certaines hausses de tarifs. Nous avons enregistré une réduction de 6,3 % des lignes résidentielles d'accès au réseau au cours de la période de 12 mois close le 30 juin 2017.
- Les **ajouts nets au nombre d'abonnés aux services filaires** se sont établis à 3 000 au deuxième trimestre de 2017 et à 11 000 au premier semestre de 2017, en baisse de 8 000 et en hausse de 3 000, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2016.

Les **ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse** se sont établis à 17 000 au deuxième trimestre de 2017 et à 41 000 au premier semestre de 2017, soit une baisse de 1 000 et une hausse de 11 000, respectivement, par rapport aux ajouts nets comptabilisés aux périodes correspondantes de 2016. L'augmentation comptabilisée au premier semestre tient à l'élargissement continu de notre couverture à large bande haute vitesse, y compris le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné, et au récent lancement fructueux de produits innovateurs. Les **ajouts nets d'abonnés à TELUS TV** se sont établis à 5 000 au deuxième trimestre de 2017 et à 12 000 au premier semestre de 2017, en baisse de 8 000 et de 12 000, respectivement, par rapport aux ajouts nets comptabilisés aux périodes correspondantes de 2016. Les diminutions reflètent la réduction des ajouts bruts et les pertes du nombre d'abonnés aux services de télévision par satellite en raison du recul général du marché des services de télévision payés résultant du taux de pénétration élevé du marché et de l'intensification de la concurrence, y compris en ce qui concerne les services par contournement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la priorité que nous continuons d'accorder à l'élargissement de l'accessibilité de nos services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, au branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques et au groupement de ces services, ce qui s'est traduit par une croissance du nombre combiné d'abonnés aux services Internet et de télévision de 132 000, ou 5,0 %, au cours des 12 derniers mois.

Les **pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau** se sont chiffrées à 19 000 au deuxième trimestre de 2017 et à 42 000 au premier semestre de 2017, par rapport à 20 000 et à 46 000, respectivement, aux périodes correspondantes de 2016. Ces résultats reflètent la tendance continue au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, ainsi que l'intensification de la concurrence, facteurs atténués en partie par le succès remporté par l'offre de services groupés et par les initiatives visant à accorder la priorité aux clients.

- Les **produits tirés des autres services et de l'équipement** sont demeurés inchangés au deuxième trimestre de 2017 et ont diminué de 9 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison principalement de la réduction des ventes d'équipement de transmission de la voix.

Les **autres produits d'exploitation** ont augmenté de 7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 11 millions de dollars au premier semestre de 2017, ce qui s'explique principalement par la non-récurrence d'une provision comptabilisée en 2016, qui est liée aux options de vente position vendeur fournies pour des participations ne donnant pas le contrôle dans le cadre d'un regroupement d'entreprises effectué en 2012, ces options de vente position vendeur ayant été exercées au quatrième trimestre de 2016, ainsi que par les profits à la vente de placements, facteurs neutralisés en partie par la réduction des profits nets et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières.

Les **produits interservices** représentent les services fournis au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services mobiles.

Charges d'exploitation – secteur des services filaires

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Achat de biens et services ¹	582	576	1,0 %	1 140	1 143	(0,3) %
Charge au titre des avantages du personnel ¹	486	470	3,4 %	954	972	(1,9) %
Charges d'exploitation du secteur des services filaires	1 068	1 046	2,1 %	2 094	2 115	(1,0) %

1 Comprend les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

Le total des charges d'exploitation du secteur des services filaires a augmenté de 22 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et a diminué de 21 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison principalement des facteurs suivants :

Les **charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté de 6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en raison principalement de la hausse des coûts liés au contenu des services de télévision, qui découle de l'accroissement du nombre d'abonnés à ces services. Les charges au titre de l'achat de biens et services ont diminué de 3 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison du fait que les coûts plus bas des produits liés à la diminution des produits d'exploitation tirés de l'équipement de transmission de données ont été neutralisés en partie seulement par la hausse des coûts liés au contenu des services de télévision, qui découle de l'accroissement du nombre d'abonnés à ces services.

La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté de 16 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, en raison essentiellement de l'accroissement du nombre d'employés afin de prendre en charge l'augmentation des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires, facteur neutralisé en partie par l'incidence des taux de change sur les établissements à l'étranger. La charge au titre des avantages du personnel a diminué de 18 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison essentiellement d'importants coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre non récurrents comptabilisés en 2016 dans le cadre des initiatives d'efficacité opérationnelle, des avantages découlant de certaines concessions relatives aux contrats liés à la rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis, de la diminution des coûts liés au programme de rémunération et d'avantages du personnel découlant de la réduction du nombre d'employés équivalents temps plein au pays et de la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés à l'actif. Ces diminutions ont été neutralisées en partie par la croissance du nombre d'employés afin de prendre en charge l'augmentation des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires, facteur neutralisé en partie par l'incidence des taux de change sur les établissements à l'étranger.

BAIIA – secteur des services filaires

(en millions de dollars, sauf les marges)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
BAIIA	411	396	3,8 %	852	780	9,1 %
Ajouter : coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA	12	14	(14,3) %	15	53	(71,7) %
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	(2)	(5)	(60,0) %	(2)	(5)	(60,0) %
BAIIA ajusté ¹	421	405	4,1 %	865	828	4,4 %
Marge du BAIIA (en %)	27,8	27,5	0,3 pt	28,9	26,9	2,0 pts
Marge du BAIIA ajusté ² (en %)	28,5	28,2	0,3 pt	29,3	28,7	0,6 pt

1 Se reporter à la description fournie à la section « BAIIA », à la rubrique 11.1.

2 Aux fins du calcul de la marge du BAIIA ajusté, les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières sont exclus du BAIIA et des produits d'exploitation, et les coûts de restructuration et autres coûts sont exclus du BAIIA.

Le BAIIA du secteur des services filaires a augmenté de 15 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 72 millions de dollars au premier semestre de 2017. Le BAIIA ajusté du secteur des services filaires s'est accru de 16 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 37 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison de l'augmentation des marges liées aux services de transmission de données (y compris les services Internet, TELUS Santé, les services d'impartition des processus d'affaires et TELUS TV), ainsi que de la mise en œuvre de nos programmes d'optimisation des coûts, facteurs neutralisés en partie par la réduction continue des services de transmission de la voix existants.

6. Évolution de la situation financière

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 30 juin 2017	Au 31 déc. 2016	Variation (en millions de dollars) (%)		Les variations survenues comprennent ce qui suit :
Actifs courants					
Trésorerie et placements temporaires, montant net	371	432	(61)	(14) %	Se reporter à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Débiteurs	1 408	1 471	(63)	(4) %	Diminution du délai moyen de recouvrement des débiteurs du secteur des services mobiles et réduction saisonnière des produits mensuels moyens par appareil d'abonné (« PMAA »), neutralisées en partie par le produit à recevoir lié à l'acquisition des abonnés de Manitoba Telecom Services Inc. (« MTS »).
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	95	9	86	n.s.	Augmentation tenant au moment de la comptabilisation de l'excédent des acomptes provisionnels sur la charge d'impôt exigible, et paiement de l'impôt exigible pour 2016.
Stocks	321	318	3	1 %	Augmentation des travaux en cours, neutralisée par une réduction des stocks d'appareils mobiles tenant à une baisse saisonnière des volumes d'appareils en stock au deuxième trimestre.
Charges payées d'avance	416	233	183	79 %	Augmentation tenant au paiement anticipé annuel des avantages du personnel prévus par la loi, des contrats d'entretien, des taxes foncières et des droits de licence de spectre annuels pour les services mobiles, déduction faite de l'amortissement.
Actifs dérivés courants	1	11	(10)	(91) %	Diminution des éléments de couverture du dollar américain.
Passifs courants					
Emprunts à court terme	100	100	—	— %	Se reporter à la rubrique 7.7, « Vente de créances clients ».
Créditeurs et charges à payer	2 222	2 330	(108)	(5) %	Diminution des charges salariales et autres obligations liées au personnel tenant au paiement de la rémunération variable pour 2016 effectué au premier trimestre de 2017, et moment auquel les paiements au titre des créditeurs ont lieu.
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	38	37	1	3 %	Augmentation tenant au moment de la comptabilisation de l'excédent de la charge d'impôt exigible sur les acomptes provisionnels.
Dividendes à payer	293	284	9	3 %	n.s.
Facturation par anticipation et dépôts de clients	785	737	48	7 %	Augmentation de la facturation par anticipation tenant au paiement initial pour le matériel, la maintenance et l'installation d'une solution voix gérée, et augmentation du nombre d'abonnés au cours de l'exercice.
Provisions	69	124	(55)	(44) %	Les montants versés au titre des initiatives de restructuration ont excédé les nouvelles provisions au titre de la restructuration.
Tranche à court terme de la dette à long terme	1 297	1 327	(30)	(2) %	Augmentation de l'encours du papier commercial de 419 \$, et montant de 250 \$ de nos billets de série CS à 1,50 % arrivant à échéance en mars 2018 reclassé hors du poste « Dette à long terme », neutralisés par l'arrivée à échéance en mars 2017 d'un montant de 700 \$ de nos billets de série CD à 4,95 %.
Passifs dérivés courants	35	12	23	n.s.	Augmentation des éléments de couverture du dollar américain.

Situation financière :	Au 30 juin	Au 31 déc.	Variation		Les variations survenues comprennent ce qui suit :
(en millions de dollars)	2017	2016	(en millions de dollars)	(%)	
Fonds de roulement (actifs courants moins les passifs courants)	(2 227)	(2 477)	250	10 %	Augmentation de 138 \$ des actifs courants et diminution de 112 \$ des passifs courants. Historiquement, TELUS a comptabilisé un fonds de roulement négatif. Se reporter à <i>Politiques financières liées à la structure du capital</i> , à la rubrique 4.3 du présent rapport de gestion, ainsi qu'à la section « <i>Risque de liquidité</i> », à la rubrique 7.9 de notre rapport de gestion annuel 2016.
Actifs non courants					
Immobilisations corporelles, montant net	10 902	10 464	438	4 %	Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 7.3, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations corporelles</i> à la rubrique 5.3.
Immobilisations incorporelles, montant net	10 612	10 364	248	2 %	Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 7.3, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations incorporelles</i> à la rubrique 5.3.
Goodwill, montant net	4 121	3 787	334	9 %	Acquisition des abonnés de MTS et d'un fournisseur de services de gestion de pharmacies.
Autres actifs à long terme	766	640	126	20 %	Augmentation de l'actif au titre des régimes de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite découlant du rendement positif des actifs des régimes.
Passifs non courants					
Provisions	406	395	11	3 %	n.s.
Dettes à long terme	12 247	11 604	643	6 %	Se reporter à la rubrique 7.4, « <i>Entrées (sorties) liées aux activités de financement</i> ».
Autres passifs à long terme	764	736	28	4 %	Augmentation des autres passifs à long terme imputable à l'accroissement des charges à payer au titre de la rémunération fondée sur des actions.
Impôt sur le résultat différé	2 347	2 107	240	11 %	Augmentation des différences temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et ajustements comptabilisés dans la période considérée au titre de l'impôt sur le résultat de périodes antérieures.
Capitaux propres					
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	8 373	7 917	456	6 %	Comprend le bénéfice net de 812 \$ et les autres éléments du résultat global de 97 \$, l'émission d'actions d'un montant de 100 \$ dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, ainsi que les dividendes réinvestis et des paiements facultatifs en trésorerie de 23 \$, déduction faite des dividendes de 576 \$ déclarés (se reporter à la rubrique 7.4, « <i>Entrées (sorties) liées aux activités de financement</i> »).
Participations ne donnant pas le contrôle	37	19	18	95 %	Comprend le bénéfice net de 15 \$, les autres éléments du résultat global de 2 \$ et les ajustements de 1 \$ découlant des participations ne donnant pas le contrôle de 35 % dans TELUS International (Cda) Inc.

7. Situation de trésorerie et sources de financement

La présente rubrique comporte des énoncés prospectifs, y compris ceux concernant notre ratio de distribution et notre ratio dette nette/BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

7.1 Aperçu

Les politiques financières liées à notre structure du capital de même que le plan financier et le plan de gestion de la structure du capital sont décrits à la *rubrique 4.3*.

Flux de trésorerie

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Entrées liées aux activités d'exploitation	1 126	892	26,2 %	1 835	1 455	26,1 %
Sorties liées aux activités d'investissement	(1 221)	(735)	66,1 %	(2 043)	(1 395)	46,5 %
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	(328)	(207)	58,5 %	147	145	1,4 %
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	(423)	(50)	n.s.	(61)	205	(129,8) %
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	794	478	66,1 %	432	223	93,7 %
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	371	428	(13,3) %	371	428	(13,3) %

7.2 Entrées liées aux activités d'exploitation

Les entrées liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 234 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 380 millions de dollars au premier semestre de 2017.

Analyse des variations des entrées liées aux activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Deuxième trimestre	Semestre
Entrées liées aux activités d'exploitation pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016	892	1 455
Variations d'un exercice à l'autre :		
Augmentation du BAlIA (se reporter à la <i>rubrique 5.4</i> , « Secteur des services mobiles », et à la <i>rubrique 5.5</i> , « Secteur des services filaires »)	5	126
Diminution des décaissements au titre de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des charges	1	1
Augmentation (diminution) des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies, déduction faite des charges	(1)	1
Diminution (augmentation) des décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	11	(7)
Diminution (augmentation) des intérêts payés	7	(12)
Diminution des paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des économies reçues	117	244
Autres	94	27
Entrées liées aux activités d'exploitation pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017	1 126	1 835

- Les paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des remboursements reçus, ont diminué en 2017, ce qui reflète la réduction des acomptes provisionnels requis ainsi que le paiement d'impôt final plus élevé versé au premier trimestre de 2016 pour l'année d'imposition 2015.
- Les autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation au premier semestre de 2017 comprennent une diminution des crédettes et charges à payer, déduction faite d'une réduction des débiteurs. [Se reporter à la *rubrique 6*, « Évolution de la situation financière », ainsi qu'à la *note 31 a*) des états financiers consolidés intermédiaires.]

7.3 Sorties liées aux activités d'investissement

Sorties liées aux activités d'investissement

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	(754)	(614)	(140)	(1 550)	(1 260)	(290)
Paiements en trésorerie au titre des licences de spectre	—	(145)	145	—	(145)	145
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions, montant net	(466)	—	(466)	(478)	(2)	(476)
Avances aux coentreprises immobilières	(8)	(11)	3	(13)	(23)	10
Sommes reçues des coentreprises immobilières	1	41	(40)	4	41	(37)
Produit des cessions et autres	6	(6)	12	(6)	(6)	—
Sorties liées aux activités d'investissement	(1 221)	(735)	(486)	(2 043)	(1 395)	(648)

- L'augmentation des paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre, pour le deuxième trimestre de 2017 et le premier semestre de 2017, tient à ce qui suit :
 - L'augmentation des dépenses d'investissement de 41 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 147 millions de dollars au premier semestre de 2017 (se reporter au tableau « *Mesures des dépenses d'investissement* » et à l'analyse ci-dessous).
 - La hausse des paiements relatifs aux dépenses d'investissement tenant au moment auquel les paiements ont été effectués, les créiteurs et charges à payer connexes ayant diminué de 99 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 143 millions de dollars au premier semestre de 2017.
- Aucun paiement en trésorerie au titre des licences de spectre n'a été effectué au premier semestre de 2017. Les paiements en trésorerie au titre des licences de spectre effectués en 2016 se composaient d'une contrepartie monétaire aux fins de l'échange approuvé de licences de spectre.
- Au deuxième trimestre de 2017, nous avons effectué des paiements en trésorerie au titre des acquisitions d'entreprises et des investissements connexes décrits à la *rubrique 1.3*, qui complètent nos secteurs d'activité existants.
- Les sommes reçues des coentreprises immobilières, déduction faite des avances versées en 2016, découlent principalement du remboursement au titre du financement des travaux de construction de la coentreprise immobilière Jardin TELUS, l'immeuble Jardin TELUS ayant ouvert ses portes en septembre 2015.

Mesures des dépenses d'investissement

(en millions de dollars, sauf le ratio d'intensité du capital)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Dépenses d'investissement¹						
Secteur des services mobiles	259	258	0,4 %	508	438	16,0 %
Secteur des services filaires	551	511	7,8 %	1 026	949	8,1 %
Données consolidées	810	769	5,3 %	1 534	1 387	10,6 %
Intensité du capital du secteur des services mobiles (en %)	14	15	(1) pt	14	13	1 pt
Intensité du capital du secteur des services filaires (en %)	37	35	2 pts	35	33	2 pts
Intensité du capital consolidé ² (en %)	25	24	1 pt	24	22	2 pts

1 Les dépenses d'investissement comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.

2 Se reporter à la *rubrique 11.1*, « *Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières* ».

Les **dépenses d'investissement du secteur des services mobiles** ont augmenté de 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 70 millions de dollars au premier semestre de 2017 en raison des investissements continus dans notre réseau à fibres optiques afin de prendre en charge la technologie des petites cellules et ainsi améliorer la couverture, la capacité et les liaisons terrestres et nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G. Au premier semestre de 2017, nous avons également accru nos investissements au Manitoba dans le but d'accroître la couverture, la capacité et les vitesses afin d'améliorer considérablement l'expérience client et de prendre en charge l'acquisition des abonnés, des magasins et du réseau de MTS. Par ailleurs, nous avons poursuivi nos investissements continus dans les initiatives visant la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos activités accordant la priorité aux clients, ainsi que dans la préparation du réseau et des systèmes pour la mise hors service future d'actifs existants.

Les **dépenses d'investissement du secteur des services filaires** ont augmenté de 40 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 et de 77 millions de dollars au premier semestre de 2017, en raison des investissements continus dans notre infrastructure à large bande, incluant le branchement direct de plus de foyers

et d'entreprises à notre réseau à fibres optiques. Ces investissements soutiennent la croissance du nombre d'abonnés aux services Internet haute vitesse et aux services Télé OPTIK, ainsi que la demande de nos clients concernant des vitesses des services Internet plus élevées, et accroissent le champ d'application et la fonctionnalité de nos solutions d'affaires et de nos solutions en santé.

7.4 Entrées (sorties) liées aux activités de financement

Entrées (sorties) liées aux activités de financement

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires	(260)	(261)	1	(544)	(524)	(20)
Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	—	(61)	61	—	(121)	121
Émission et remboursement d'emprunts à court terme	—	3	(3)	—	3	(3)
Émission de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements par anticipation et à l'échéance	(68)	(171)	103	701	504	197
Émission d'actions par une filiale aux détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle	—	292	(292)	—	292	(292)
Autres	—	(9)	9	(10)	(9)	(1)
	(328)	(207)	(121)	147	145	2

Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires

L'augmentation des dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires au premier semestre de 2017 reflète la hausse du taux de dividende en vertu de notre programme de croissance du dividende (se reporter à la rubrique 4.3). En ce qui concerne les dividendes déclarés au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017, le fiduciaire du régime de réinvestissement des dividendes et d'actionariat des employés a racheté des actions propres aux fins de ce régime. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017, le fiduciaire a racheté environ 0,4 million d'actions ordinaires pour un montant d'environ 16 millions de dollars, et environ 0,7 million d'actions ordinaires pour un montant d'environ 31 millions de dollars, respectivement, sans escompte applicable. Après le 30 juin 2017, soit en juillet 2017, nous avons versé des dividendes de 293 millions de dollars aux détenteurs d'actions ordinaires. Ce montant comprend environ 23 millions de dollars, ou environ 0,5 million d'actions ordinaires au titre du régime de réinvestissement des dividendes.

Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation

Nous n'avons racheté aucune action ordinaire à des fins d'annulation au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de 2017.

Emprunts à court terme

Les emprunts à court terme comprennent principalement les sommes qui nous sont avancées par une fiducie de titrisation sans lien de dépendance à la suite du transfert des opérations de titrisation de créances (se reporter à la rubrique 7.7, « Vente de créances clients »). Ce produit s'établissait à 100 millions de dollars au 30 juin 2017, soit un résultat inchangé par rapport au 30 juin 2016.

Émission et remboursement de titres de créance à long terme

Au deuxième trimestre de 2017, les remboursements de titres de créance à long terme, déduction faite des émissions, ont diminué de 103 millions de dollars et se composaient principalement de ce qui suit :

- Une diminution nette du papier commercial de 90 millions de dollars, compte tenu de l'incidence des taux de change, au deuxième trimestre de 2017, le solde ayant été ramené de 1 122 millions de dollars (844 millions de dollars US) au 31 mars 2017 à 1 032 millions de dollars (794 millions de dollars US) au 30 juin 2017. Lorsque nous l'utilisons, notre programme de papier commercial nous permet d'obtenir des fonds à faible coût et il est entièrement garanti par la facilité de crédit consentie d'une durée de cinq ans (se reporter à la rubrique 7.6, « Facilités de crédit »).
- Une diminution de l'amortissement au titre de la composante prêt à terme de la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc. Au 30 juin 2017, les prélèvements nets se chiffraient à 294 millions de dollars (288 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis), montant qui est intégralement libellé en dollars américains (226 millions de dollars US). Au 31 mars 2017, les prélèvements nets se chiffraient à 305 millions de dollars (298 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis), montant qui est intégralement libellé en dollars américains (229 millions de dollars US).

Au premier semestre de 2017, les émissions de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements, ont augmenté de 197 millions de dollars et se composaient principalement de ce qui suit :

- Une augmentation nette du papier commercial de 419 millions de dollars, compte tenu de l'incidence des taux de change, au premier semestre de 2017, par rapport à 613 millions de dollars (456 millions de dollars US) au 31 décembre 2016.
- Une diminution des prélèvements nets sur la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc. Au 31 décembre 2016, les prélèvements nets se chiffraient à 340 millions de dollars (332 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis), montant qui est intégralement libellé en dollars américains (253 millions de dollars US).
- En mars 2017, nous avons émis des billets de premier rang non garantis à 3,70 % d'un montant de 500 millions de dollars US, échéant le 15 septembre 2027, ainsi que des billets de premier rang non garantis à 4,70 % d'un montant de 325 millions de dollars échéant le 6 mars 2048. En ce qui concerne l'émission de billets libellés en dollars américains, nous avons entièrement couvert le montant en capital et les obligations au titre des intérêts contre les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain pour toute la durée des billets en recourant à des dérivés de change (des swaps de devises) qui ont effectivement servi à convertir les paiements en capital et les obligations au titre des intérêts en obligations libellées en dollars canadiens relativement auxquelles le taux d'intérêt fixe effectif est de 3,41 % et le montant émis et en circulation effectif est de 667 millions de dollars (reflétant un taux de change fixe de 1,3348 \$). Pour de plus amples renseignements sur ces billets, se reporter à la *note 26 b)* des états financiers consolidés intermédiaires.
- Le remboursement de billets de série CD d'un montant de 700 millions de dollars en mars 2017.

En comparaison, les remboursements de titres de créance à long terme, déduction faite des émissions, au deuxième trimestre de 2016, se sont établis à 173 millions de dollars et se composaient de ce qui suit :

- Le remboursement de billets de série CI d'un montant de 600 millions de dollars en mai 2016, neutralisé en partie par les prélèvements de 359 millions de dollars sur la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc. ainsi que par l'augmentation de 84 millions de dollars du papier commercial.

Les émissions de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements, se sont établies à 504 millions de dollars au premier semestre de 2016 et se composaient de ce qui suit :

- Une augmentation du papier commercial, qui a été porté de 256 millions de dollars au 31 décembre 2015 à 975 millions de dollars au 30 juin 2016, montant qui est intégralement libellé en dollars américains (755 millions de dollars US), neutralisée en partie par le remboursement de billets de série CI.

La durée moyenne à l'échéance de notre dette à long terme [excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc.] était d'environ 11,1 ans au 30 juin 2017, en hausse comparativement à environ 11,0 ans au 30 juin 2016. De plus, le coût moyen pondéré de la dette à long terme [excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc.] était de 4,16 % au 30 juin 2017, par rapport à 4,32 % au 30 juin 2016.

Émission d'actions par une filiale aux détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle

En juin 2016, nous avons annoncé la conclusion d'une entente en vertu de laquelle une filiale a émis des actions à Baring Private Equity Asia, qui a acquis une participation ne donnant pas le contrôle de 35 % dans TELUS International (Cda) Inc. Aucune activité comparable n'a eu lieu au deuxième trimestre ou au premier semestre de 2017.

7.5 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

La **dette nette** au 30 juin 2017 s'est établie à 13,4 milliards de dollars, soit une hausse de 1,1 milliard de dollars par rapport à l'exercice précédent, découlant principalement de l'émission de billets de premier rang non garantis d'un montant de 500 millions de dollars US et de l'émission de billets de premier rang non garantis d'un montant de 325 millions de dollars, dont il est fait mention à la *rubrique 7.4*.

La **dette à taux fixe en proportion du total de la dette** s'est établie à 90 % au 30 juin 2017, soit une hausse par rapport à 89 % à l'exercice précédent, qui est imputable en grande partie aux deux émissions de billets non garantis effectuées au premier semestre de 2017 et décrites à la *rubrique 7.4*, ainsi qu'à une diminution des montants prélevés sur la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc., facteurs neutralisés en partie par l'augmentation du papier commercial.

Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** s'est établi à 2,79 fois au 30 juin 2017, en hausse par rapport à 2,67 à l'exercice précédent. Notre objectif à long terme relatif à cette mesure se situe dans une fourchette de 2,00 à 2,50 fois, ce qui est selon nous conforme au maintien de notations du crédit de première qualité de BBB+, ou de notations équivalentes, et nous donne un accès raisonnable à des capitaux. Au 30 juin 2017, ce ratio sortait toujours de la fourchette cible à long terme en raison de l'émission antérieure de titres de créance supplémentaires, principalement aux fins de l'acquisition en 2014 et en 2015 de licences de spectre pour un montant d'environ 3,6 milliards de dollars effectuée dans le cadre du nombre inhabituellement élevé d'enchères de spectre pour les services sans fil tenues au cours de ces exercices, laquelle a été neutralisée en partie par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. En raison des licences acquises, nous avons plus que doublé notre spectre à l'échelle nationale, et ces licences représentent un investissement qui nous permettra d'accroître la capacité de notre réseau afin de continuer à soutenir la croissance de la consommation de données, ainsi que la croissance des abonnés aux services mobiles. Nous nous attendons à ce que ce ratio diminue en 2018 et nous continuons de nous attendre à ce qu'il revienne dans la fourchette cible à moyen terme, ce qui s'aligne sur notre stratégie à long terme. Bien que ce ratio sorte de notre fourchette cible à long terme, nous respectons le ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit, en vertu desquelles nous devons nous assurer que notre ratio de la dette nette sur les flux de trésorerie d'exploitation n'est pas supérieur à 4,00:1,00 (se reporter à la rubrique 7.6, « *Facilités de crédit* »).

Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Aux 30 juin et pour les périodes de 12 mois closes à ces dates	2017	2016	Variation
Composantes des ratios d'endettement et de couverture¹ (en millions de dollars)			
Dette nette	13 404	12 257	1 147
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	4 806	4 596	210
Charges d'intérêts, montant net	560	525	35
Ratios d'endettement			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	90	89	1 pt
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette à long terme (excluant le papier commercial) (en années)	11,1	11,0	0,1
Taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme (excluant le papier commercial) (en %)	4,16	4,32	(0,16) pt
Dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts ¹ (fois)	2,79	2,67	0,12
Ratios de couverture¹ (fois)			
Couverture par le bénéfice	4,0	4,6	(0,6)
Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	8,6	8,8	(0,2)
Autres mesures¹ (en %)			
Ratio de distribution	91	74	17 pts
Ratio de distribution du bénéfice net ajusté	78	75	3 pts
1 Se reporter à la rubrique 11.1, « <i>Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières</i> ».			

Le **ratio de couverture par le bénéfice** s'est établi à 4,0 fois pour la période de 12 mois close le 30 juin 2017, en baisse par rapport à 4,6 fois à l'exercice précédent. La diminution du bénéfice avant les coûts d'emprunt et l'impôt sur le résultat a donné lieu à une baisse de 0,4 du ratio, et l'augmentation des coûts d'emprunt s'est traduite par une baisse de 0,2 du ratio.

Le **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** s'est établi à 8,6 fois pour la période de 12 mois close le 30 juin 2017, en baisse par rapport à 8,8 fois à l'exercice précédent. La hausse du montant net des charges d'intérêts a donné lieu à une baisse de 0,6 du ratio, et la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts s'est traduite par une hausse de 0,4 du ratio.

Ratios de distribution : Les décisions touchant les distributions réelles continueront d'être assujetties à l'évaluation du conseil et à la détermination de notre situation financière et de nos perspectives, ainsi qu'à notre indication concernant le ratio de distribution à long terme qui est de 65 % à 75 % des bénéfices nets par action, sur une base prospective. Les ratios de distribution de base et ajustés présentés constituent des mesures historiques fondées sur les dividendes déclarés et le bénéfice par action des quatre derniers trimestres. Nous estimons à l'heure actuelle que le ratio de distribution sera conforme à notre indication cible pour l'exercice 2017, sur une base prospective. Les mesures historiques pour la période de 12 mois close le 30 juin 2017 sont présentées à titre indicatif dans le cadre de l'évaluation de notre indication visée, et elles sortaient de la fourchette visée pour les deux périodes. La charge de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis qui est décrite dans notre rapport de gestion annuel 2016 a eu une incidence de 14 % sur le ratio de distribution pour la période de 12 mois close le 30 juin 2017 et représente le plus important ajustement effectué aux fins du calcul du dénominateur, à savoir le bénéfice net ajusté.

7.6 Facilités de crédit

Au 30 juin 2017, nous avons des liquidités disponibles de plus de 1,2 milliard de dollars en vertu de la facilité de crédit renouvelable de TELUS, nous disposons d'un montant d'environ 120 millions de dollars en vertu de la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc., et nous disposons d'un montant de 128 millions de dollars en vertu des facilités non consenties sous forme de lettres de crédit. Nous disposons également d'un montant de 400 millions de dollars aux termes de notre programme de titrisation de créances clients (se reporter à la rubrique 7.7, « Vente de créances clients »). Ces montants sont conformes à notre objectif visant à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1,0 milliard de dollars.

Facilité de crédit renouvelable de TELUS

Nous disposons d'une facilité de crédit renouvelable de 2,25 milliards de dollars (ou l'équivalent en dollars américains) conclue avec un consortium se composant d'institutions financières, qui arrivera à échéance le 31 mai 2021. La facilité de crédit renouvelable est utilisée aux fins générales de la société, notamment à titre de sûreté pour le papier commercial, le cas échéant.

Facilité de crédit renouvelable de TELUS au 30 juin 2017

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans ¹	31 mai 2021	2 250	—	—	(1 032)	1 218

1 Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

Notre facilité de crédit renouvelable comporte les clauses restrictives habituelles. Celles-ci nous interdisent notamment de laisser notre ratio de levier financier consolidé dépasser 4,00:1,00 et de laisser notre ratio de couverture consolidé être inférieur à 2,00:1,00 à la fin d'un trimestre financier. Au 30 juin 2017, notre ratio de levier financier consolidé s'établissait à environ 2,77:1,00 et notre ratio de couverture consolidé à environ 8,58:1,00. On s'attend à ce que ces ratios se maintiennent bien au-dessus des clauses restrictives. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu de la facilité de crédit renouvelable et le calcul de la dette nette sur le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation, le cas échéant, des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu à nos facilités de crédit n'est pas assujéti au maintien d'une notation en particulier.

Papier commercial

TELUS Corporation a un programme de papier commercial non garanti adossé à notre facilité de crédit renouvelable, qui nous permet d'émettre du papier commercial d'un montant maximal de 1,4 milliard de dollars au 30 juin 2017, y compris un programme de papier commercial libellé en dollars américains pouvant aller jusqu'à 1,0 milliard de dollars US. Le programme de papier commercial doit être utilisé aux fins générales de la société, y compris, sans s'y limiter, pour les dépenses d'investissement et les placements. Notre capacité à avoir un accès raisonnable au marché du papier commercial au Canada et aux États-Unis dépend de nos notations du crédit (se reporter à la rubrique 7.8, « Notations du crédit »).

Facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc.

Au 30 juin 2017, notre filiale, TELUS International (Cda) Inc., avait une facilité de crédit bancaire garantie par ses actifs et venant à échéance le 31 mai 2021, avec un consortium d'institutions financières. La facilité de crédit comprend une composante renouvelable de 115 millions de dollars US et une composante prêt à terme de 215 millions de dollars US amortissable. La facilité de crédit est sans recours pour TELUS Corporation. Au 30 juin 2017, le solde de la facilité de crédit s'élevait à 294 millions de dollars (288 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis); la facilité de crédit est intégralement libellée en dollars américains (226 millions de dollars US), et le taux d'intérêt moyen pondéré est de 2,75 %.

Autres facilités sous forme de lettres de crédit

Au 30 juin 2017, nous disposons de lettres de crédit en cours de 213 millions de dollars (210 millions de dollars au 31 décembre 2016), lesquelles ont été émises en vertu de diverses facilités non engagées; ces facilités de lettres de crédit s'ajoutent à notre capacité de fournir des lettres de crédit conformément à notre facilité de crédit bancaire consentie. Au 30 juin 2017, nous disposons de liquidités disponibles d'un montant de 128 millions de dollars aux termes de diverses facilités non consenties sous forme de lettres de crédit.

7.7 Vente de créances clients

TELUS Communications Inc., filiale en propriété exclusive de TELUS, est partie à une convention conclue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque canadienne de l'annexe I, aux termes de laquelle elle est en mesure de vendre une participation dans certaines créances, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 500 millions de dollars. La convention demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2018, et le montant des liquidités disponibles s'élevait à 400 millions de dollars au 30 juin 2017. (Se reporter à la *note 22* des états financiers consolidés intermédiaires.) Les cessions de créances clients effectuées dans le cadre de transactions de titrisation sont comptabilisées à titre d'emprunts à court terme garantis et, par conséquent, ne se traduisent pas par une décomptabilisation des créances clients cédées.

TELUS Communications Inc. doit maintenir une notation de DBRS Ltd. d'au moins BB, sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger la dissolution du programme de vente avant la fin de la durée. Au 11 août 2017, la notation était plus élevée que la notation devant être maintenue.

7.8 Notations du crédit

Aucun changement n'a été apporté à nos notations du crédit de première qualité au 11 août 2017.

7.9 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

Instruments financiers

Nos instruments financiers ainsi que la nature de certains risques auxquels ils pourraient être assujettis sont décrits à la *rubrique 7.9* de notre rapport de gestion annuel 2016.

Risque de liquidité

Dans le cadre des politiques financières liées à notre structure du capital, pour lesquelles une analyse est présentée à la *rubrique 4.3*, « *Situation de trésorerie et sources de financement* », nous gérons notre risque de liquidité à l'aide du maintien d'un processus d'équilibrage de trésorerie quotidien qui nous permet de gérer nos liquidités disponibles et nos besoins en liquidités selon nos besoins réels; du maintien d'une convention pour la vente de créances clients à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance; du maintien de facilités bancaires bilatérales et de facilités de crédit consortial; du maintien d'un programme de papier commercial; du maintien d'un prospectus préalable de base en vigueur; de la surveillance continue des flux de trésorerie prévisionnels et réels; et de la gestion des échéances des actifs financiers et des passifs financiers.

À la date du présent rapport de gestion, nous pouvions émettre un montant maximal de 1,2 milliard de dollars de titres de créance à long terme ou de titres de participation en vertu d'un prospectus préalable de base qui demeurera en vigueur jusqu'en avril 2018.

Au 30 juin 2017, nous disposions de liquidités d'un montant de plus de 1,2 milliard de dollars aux termes des facilités de crédit inutilisées et d'un montant de 128 millions de dollars aux termes des facilités non consenties sous forme de lettres de crédit (se reporter à la *rubrique 7.6*, « *Facilités de crédit* »), ainsi que d'un montant de 400 millions de dollars aux termes de notre programme de titrisation de créances clients (se reporter à la *rubrique 7.7*, « *Vente de créances clients* »). De plus, la trésorerie et les placements temporaires s'élevaient à 371 millions de dollars au 30 juin 2017. Cela est conforme à notre objectif visant à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1 milliard de dollars. Nous estimons que nos notations du crédit de première qualité contribuent à nous donner un accès raisonnable aux marchés financiers.

Engagements et passifs éventuels

Obligations d'achat

Au 30 juin 2017, nos engagements contractuels liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'élevaient à 195 millions de dollars jusqu'au 31 décembre 2019, comparativement à des engagements de 436 millions de dollars jusqu'au 31 décembre 2020 présentés dans notre rapport annuel 2016. La diminution s'explique principalement par l'achèvement de la mise à niveau de notre réseau d'accès radioélectrique décrite à la *rubrique 2*, ainsi que par la diminution des engagements liés à l'élargissement de notre réseau à fibres optiques.

Réclamations et poursuites

Diverses réclamations et poursuites (incluant des recours collectifs et des réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle) visant des dommages-intérêts et d'autres compensations ont été déposées contre nous et, dans certains cas, contre plusieurs autres entreprises de services mobiles et fournisseurs de services de télécommunications. Aussi, nous avons reçu des avis de réclamation ou sommes au courant de certaines réclamations éventuelles (incluant des réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle) contre nous.

À l'heure actuelle, nous ne pouvons prévoir l'issue de ces réclamations, réclamations éventuelles et poursuites en raison de divers facteurs, y compris ce qui suit : la nature préliminaire de certaines réclamations; la nature incertaine des théories et réclamations en matière de dommages; un dossier factuel incomplet; la nature incertaine des théories juridiques, des procédures judiciaires et de leur résolution par les tribunaux, tant dans le cadre du procès que de l'appel; la nature imprévisible des parties adverses et de leurs revendications. Cependant, lorsqu'il est déterminé qu'il est probable que des paiements doivent être versés à des demandeurs relativement à une réclamation donnée, nous comptabilisons un montant estimé du passif.

Sous réserve des restrictions précédentes, la direction est d'avis, en vertu des évaluations juridiques et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence significative sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, y compris sur nos flux de trésorerie, sauf en ce qui concerne les éléments décrits à la *note 29* des états financiers consolidés intermédiaires.

Obligations en matière d'indemnisation

Au 30 juin 2017, nous n'avions constaté aucun passif en ce qui a trait à nos engagements d'indemnisation.

7.10 Information sur les actions en circulation

Actions en circulation (en millions)	30 juin 2017	31 juillet 2017
Actions ordinaires	593	594
Options d'achat d'actions ordinaires pouvant être exercées (à raison de une pour une)	1	1

7.11 Transactions entre parties liées

Transactions avec les principaux dirigeants

Nos principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la surveillance, à la planification, à la direction et au contrôle de nos activités. Il s'agit des membres de notre conseil d'administration et de notre équipe de la haute direction. Le total de la rémunération versée aux principaux dirigeants s'établit à 11 millions de dollars et à 19 millions de dollars au deuxième trimestre et au premier semestre de 2017, respectivement, par rapport à 9 millions de dollars et à 25 millions de dollars, respectivement, aux périodes correspondantes de 2016. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la *note 30 a)* des états financiers consolidés intermédiaires.

Transactions avec des régimes de retraite à prestations définies

Nous avons fourni des services de gestion et d'administration relativement à nos régimes de retraite à prestations définies. Les charges liées à ces services ont été comptabilisées selon la méthode du recouvrement des coûts et elles sont non significatives.

Transactions avec des coentreprises immobilières

Au deuxième trimestre de 2017, nous avons effectué des transactions avec des coentreprises immobilières, qui sont des parties liées, comme il est décrit à la *note 21* des états financiers consolidés intermédiaires. Au 30 juin 2017, environ 99 % des locaux de la tour de bureaux Jardin TELUS étaient loués. La clôture de la majorité des ventes d'appartements de l'immeuble en copropriété Jardin TELUS a été menée à terme au quatrième trimestre de 2016, et la clôture des ventes d'appartements restants devrait avoir lieu en 2017.

Les engagements et les passifs éventuels liés à la coentreprise immobilière TELUS Sky comprennent des engagements contractuels jusqu'en 2019 au titre des travaux de construction (environ 99 millions de dollars au 30 juin 2017), et des facilités de crédit aux fins des travaux de construction (financement de 342 millions de dollars conclu avec trois institutions financières canadiennes en leur qualité de coprêteur à 66⅔ % et avec TELUS en sa qualité de coprêteur à 33⅓ %).

8. Questions comptables

8.1 Estimations comptables critiques

Nos principales méthodes comptables sont décrites à la *note 1* des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») exige que nous ayons recours à des estimations, des hypothèses et des jugements qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période considérée. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Nos estimations comptables critiques et nos jugements importants font généralement l'objet de discussions entre les membres du comité d'audit chaque trimestre et sont décrits à la *rubrique 8.1* de notre rapport de gestion annuel 2016, qui est intégré par renvoi dans les présentes.

8.2 Faits nouveaux concernant les méthodes comptables

Une analyse des faits nouveaux concernant les méthodes comptables est présentée à la *rubrique 8.2, « Faits nouveaux concernant les méthodes comptables »*, de notre rapport de gestion annuel 2016. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la *note 2* des états financiers consolidés intermédiaires.

9. Mise à jour des hypothèses

La présente rubrique comprend des énoncés prospectifs et elle doit être lue conjointement avec la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

Les hypothèses relatives à nos perspectives pour 2017, telles qu'elles sont décrites à la *rubrique 9, « Tendances générales, perspectives et hypothèses »*, de notre rapport de gestion annuel 2016, demeurent inchangées, sauf en ce qui trait à ce qui suit :

- Nous avons révisé nos hypothèses et estimons que la croissance de l'économie au Canada, telle qu'elle a été mise à jour dans notre rapport de gestion du premier trimestre de 2017, se situera à environ 2,2 % en 2017 (auparavant, 1,8 %, tel qu'il était présenté dans notre rapport de gestion annuel 2016). Nous avons également révisé nos hypothèses concernant la croissance de l'économie en Alberta et estimons que cette croissance, telle qu'elle a été mise à jour dans notre rapport de gestion du premier trimestre de 2017, se situera à 2,4 % en 2017 (auparavant, de 1,0 % à 2,0 %, tel qu'il était présenté dans notre rapport de gestion annuel 2016).

L'environnement concurrentiel et dynamique au sein duquel nous exerçons des activités influera sur la façon dont l'ampleur et le calendrier de la croissance économique se répercuteront sur nos activités.

9.1 Faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires concernant l'industrie des télécommunications

Nos services de télécommunications, de diffusion et de radiocommunication sont réglementés par les lois fédérales par le truchement de diverses autorités, y compris le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »), Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »), et la ministre du Patrimoine canadien.

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 9.4, « Faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires concernant l'industrie des télécommunications »*, de notre rapport de gestion annuel 2016.

Licences de radiocommunication et questions liées au spectre

ISDE réglemente, entre autres choses, l'attribution et l'utilisation de spectre des radiofréquences au Canada. Il assure en outre l'octroi des licences pour appareils radio et des licences pour l'utilisation des bandes de fréquence ou de voies radio à l'intérieur de différentes bandes de fréquence aux fournisseurs de services et aux utilisateurs privés. ISDE établit également les conditions de licence d'autorisation de radiocommunication, y compris les restrictions portant sur le transfert des licences de spectre mobile, les obligations concernant la couverture, les obligations concernant la recherche et développement, la communication de l'information annuelle et les obligations concernant le partage obligatoire avec les concurrents des services d'itinérance et des emplacements d'antennes.

Examens réglementaires et examens par le gouvernement fédéral

Le CRTC et le gouvernement fédéral ont amorcé des instances publiques ayant pour objet l'examen de diverses questions. Une analyse de ces instances est présentée ci-dessous.

Question en matière de télécommunications

Examen du régime de qualité du service aux concurrents

Dans le cadre de l'Avis de consultation de télécom CRTC 2017-49, le CRTC a amorcé l'examen du cadre réglementaire relatif au régime de qualité du service aux concurrents. Ce régime s'applique à certains services de gros que nous fournissons à des concurrents. Il établit les normes relatives à certains aspects de la prestation de services et exige que TELUS paie un rabais tarifaire lorsqu'elle ne se conforme pas à ces normes. TELUS est également assujettie à des exigences en matière de suivi, de rapports et d'audit. Dans le cadre de cette instance, le CRTC décidera s'il y a lieu de mettre en place un régime; il déterminera quels services devraient être assujettis au régime et quels fournisseurs de services seront assujettis au régime, ainsi que la pertinence des rabais tarifaires et d'autres questions du même ordre. Aucune décision n'est prévue avant le premier trimestre de 2018. Cette instance ne devrait pas avoir une incidence importante sur TELUS.

Examen du cadre réglementaire relatif au service de relais téléphonique

Le 2 février 2017, le CRTC a amorcé une instance dans le cadre de laquelle il examinera le cadre réglementaire et le marché relatifs aux services de relais texte. Les entreprises de service local titulaires sont tenues de fournir ces services, qui permettent aux personnes ayant une déficience auditive ou souffrant d'un trouble de la parole d'effectuer et de recevoir des appels téléphoniques. Le CRTC a amorcé cet examen, car le recours à ces services a diminué en raison de l'évolution de la technologie ayant fait en sorte que les autres services de messagerie textuelle sont pratiques pour les clients. TELUS participe à cet examen. L'issue de cette instance ne devrait pas avoir une incidence importante sur TELUS.

Retrait progressif du régime de subvention du service local

Le CRTC a publié l'Avis de consultation de télécom CRTC 2017-92, dans le cadre duquel il sollicite des observations sur l'approche qu'il propose pour le retrait progressif du régime de subvention du service local, de même que sur les politiques connexes. Cet avis s'inscrit dans le cadre des activités de suivi découlant de la Politique réglementaire de télécom CRTC 2016-496, « Les services de télécommunication modernes : La voie d'avenir pour l'économie numérique canadienne », publiée le 21 décembre 2016. TELUS continue d'avoir l'obligation de fournir des services téléphoniques locaux dans toutes les circonscriptions où nos concurrents n'ont pas cette obligation. TELUS participera à cette instance dans le but d'obtenir une plus grande souplesse au chapitre des tarifs dans les zones de desserte à coût élevé réglementées advenant le retrait des subventions, et de s'assurer que nous serons indemnisés pour toute obligation de fournir des services. Il est encore trop tôt pour déterminer l'incidence possible de cette instance sur TELUS.

Élaboration du régime de financement de la large bande du CRTC

Le 25 avril 2017, le CRTC a publié l'Avis de consultation de télécom CRTC 2017-112, « Élaboration du régime de financement de la large bande du Conseil ». Cet avis fait suite à la décision « Les services de télécommunication modernes » publiée par le CRTC le 21 décembre 2016, dans laquelle ce dernier formule un nouvel objectif du service universel incluant des services d'accès Internet à large bande fixes et sans fil mobiles, et indique qu'il commencera à orienter ses cadres de réglementation non plus sur les services vocaux filaires, mais plutôt sur les services à large bande afin d'élargir la disponibilité et l'adoption des services d'accès Internet à large bande. Le CRTC a également énoncé, dans cette décision, ses opinions préliminaires à l'égard de l'élaboration d'un mécanisme de financement de la large bande. Le CRTC a depuis lors publié un avis dans le cadre duquel il sollicite des observations sur diverses questions liées à l'élaboration du nouveau régime de financement de la large bande, y compris la gouvernance du nouveau fonds, les cadres de fonctionnement et de responsabilisation, ainsi que les critères d'admissibilité et d'évaluation des projets proposés. Le CRTC sollicite également des observations sur ses opinions préliminaires concernant le nouveau fonds de la large bande tel qu'il est énoncé dans la Politique réglementaire de télécom CRTC 2016-496, et il sollicite des réponses à une série de questions. Il est actuellement trop tôt pour déterminer l'incidence potentielle de cette instance sur TELUS.

Demande du gouverneur en conseil aux fins du réexamen par le CRTC des tarifs des services d'itinérance sans fil mobiles de gros visant les fournisseurs de services mobiles

Le gouverneur en conseil a ordonné au CRTC de réexaminer la Décision de télécom CRTC 2017-56, « Tarifs des services d'itinérance sans fil mobiles de gros – Modalités définitives ». Il a plus précisément demandé au CRTC de réexaminer cette décision de manière à déterminer si les réseaux Wi-Fi pourraient être considérés comme un réseau de rattachement dans le cas des fournisseurs de services mobiles qui cherchent à obtenir des services d'itinérance obligatoire. Le réexamen par le CRTC devra être mené à terme au plus tard le 31 mars 2018. En réponse à cette demande, le CRTC a publié l'Avis de consultation de télécom CRTC 2017-259, « Réexamen de la décision de télécom 2017-56 concernant les modalités définitives applicables aux tarifs du service d'itinérance sans fil mobile de gros », et a amorcé une instance ayant pour but l'examen de cette question. Par suite de l'ordonnance du gouverneur en conseil, TNW Wireless Inc. a présenté une demande au CRTC afin que ce dernier ordonne à TELUS (et Bell Mobilité) de fournir des services d'itinérance de gros aux fins de la prestation de services principalement fondés sur la technologie Wi-Fi. Il est pour le moment impossible de savoir si le CRTC se penchera sur cette question séparément de cette instance. Il est encore trop tôt pour déterminer l'incidence possible de cette instance sur TELUS.

Décision concernant l'examen du Code sur les services sans fil

Le 15 juin 2017, le CRTC a publié la Politique réglementaire de télécom CRTC 2017-200, « Examen du Code sur les services sans fil ». Les principales modifications apportées au Code sur les services sans fil ont trait à ce qui suit : i) l'élimination des frais de déverrouillage et l'exigence selon laquelle tous les appareils vendus à compter du 1^{er} décembre 2017 doivent être déverrouillés; ii) des modifications quant à la façon dont la limite de 50 \$ liée à l'utilisation de données et la limite de 100 \$ liée à l'itinérance de données sont calculées, et quant à la façon dont le consentement relatif à une utilisation supplémentaire est obtenu; iii) des modifications de la période d'essai obligatoire pour les clients qui signent un contrat portant sur des services mobiles postpayés. Les modifications apportées au Code sur les services sans fil doivent être mises en œuvre au plus tard le 1^{er} décembre 2017. TELUS a amorcé un processus de mise en œuvre et évalue l'incidence de ces modifications. On ne s'attend toutefois pas à ce que ces modifications aient une incidence importante sur TELUS.

Questions en matière de radiodiffusion

Examen et modernisation de la Loi sur la radiodiffusion et de la Loi sur les télécommunications

Dans le cadre de l'annonce de son budget le 22 mars 2017, le gouvernement fédéral a reconnu l'incidence de l'ère numérique sur les industries canadiennes des médias et de la radiodiffusion et a indiqué qu'il compte examiner et moderniser la *Loi sur la radiodiffusion* et la *Loi sur les télécommunications*, plus précisément en ce qui a trait à la création de contenu à l'ère numérique, à la neutralité du Net et à la diversité culturelle. Cette annonce cadre avec l'examen des politiques culturelles du Canada décrites à la *rubrique 9.4* de notre rapport de gestion annuel 2016. TELUS a participé à toutes les étapes de cette consultation et continuera de participer aux prochaines étapes de l'examen de ces lois. Plus de détails sur cet examen seront annoncés au cours des prochains mois. Il est actuellement impossible de déterminer si cet examen aura une incidence significative sur les résultats d'exploitation de TELUS.

Négociations visant l'Accord de libre-échange nord-américain

Le Bureau du représentant américain au Commerce a publié un résumé des objectifs aux fins de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (l'« ALENA ») entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Le gouvernement américain a identifié un certain nombre d'objectifs, notamment le commerce des services (y compris les services de télécommunications), le commerce électronique des produits et services et la circulation transfrontalière des données, la propriété intellectuelle (y compris les droits d'auteur) et la politique sur la concurrence, qui sont susceptibles de faire l'objet de négociations. Le gouvernement canadien n'est pas obligé de publier de tels objectifs; en conséquence, les objectifs du gouvernement canadien pourraient ne pas être clairement définis avant le début des négociations. Les négociations de l'ALENA devraient débuter au milieu d'août 2017. Il est encore trop tôt pour déterminer les questions qui feront l'objet de négociations, l'issue des négociations, et l'incidence possible des négociations de l'ALENA sur TELUS.

10. Risques et gestion des risques

Les risques principaux et les incertitudes susceptibles d'influer sur nos résultats dans l'avenir, ainsi que nos activités connexes visant à atténuer les risques, sont décrits dans notre rapport de gestion annuel 2016, et ils n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016. Il y a également lieu de se reporter au résumé des risques et des incertitudes présenté dans la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

11. Définitions et rapprochements

11.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières

Nous présentons certaines mesures non définies par les PCGR et fournissons des indications à ce sujet. Nous avons recours à ces mesures pour évaluer le rendement de TELUS, et aussi pour déterminer si nous respectons les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer notre structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont généralement pas de signification normalisée, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables.

Bénéfice net ajusté et bénéfice par action de base ajusté : Ces mesures servent à évaluer le rendement consolidé et ne tiennent pas compte des éléments qui pourraient occulter les tendances sous-jacentes concernant le rendement. Ces mesures ne doivent pas être substituées au bénéfice net et au bénéfice par action de base pour évaluer le rendement de TELUS. Les éléments qui pourraient, selon la direction, occulter les tendances sous-jacentes concernant le rendement comprennent les profits ou les pertes importants liés aux participations dans les coentreprises de réaménagement immobilier, les profits liés à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, les coûts de restructuration et autres coûts, la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme (le cas échéant), les ajustements liés à l'impôt sur le résultat, ainsi que les mises hors service d'immobilisations liées aux activités de restructuration. (Se reporter au tableau « *Analyse du bénéfice net* » et au tableau « *Analyse du BPA de base* », à la *rubrique 1.3*.)

Intensité du capital : Cette mesure est calculée comme les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) divisées par le total des produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses d'investissement avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

Ratio de distribution : Il s'agit d'une mesure historique représentant le total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers, divisé par le total du bénéfice par action de base pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires. Le dénominateur applicable aux exercices est le bénéfice par action de base annuel. L'indication visée par notre politique est d'avoir un ratio de distribution annuel sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, qui représente 65 % à 75 % des bénéfices par action prévisibles, sur une base prospective. (Se reporter à la rubrique 7.5, « Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».)

Calcul du ratio de distribution

Périodes de 12 mois closes les 30 juin (en dollars)	2017	2016
Numérateur – Total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire	1,9125	1,76
Dénominateur – Bénéfice net par action ordinaire	2,10	2,39
Ratio (en %)	91	74

Ratio de distribution du bénéfice net ajusté : Ce ratio est une mesure historique représentant le total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers, divisé par le bénéfice net ajusté par action. Le bénéfice net ajusté par action représente le bénéfice par action de base, tel qu'il est utilisé aux fins du calcul du **ratio de distribution**, ajusté de manière à ne pas tenir compte du profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, des profits nets et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, des provisions au titre de l'acquisition de certaines entreprises, de la charge de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis, de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme (le cas échéant), et des ajustements liés à l'impôt.

Calcul du ratio de distribution du bénéfice net ajusté

Périodes de 12 mois closes les 30 juin (en dollars)	2017	2016
Numérateur – Total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire	1,9125	1,76
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars) :		
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	1 241	1 420
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, après impôt sur le résultat	(13)	(5)
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, après impôt sur le résultat	—	(13)
Ajouter : provisions au titre de l'acquisition d'entreprises, après impôt sur le résultat	8	7
Ajouter : charge de rémunération remaniée, après impôt sur le résultat	224	—
Ajouter : ajustements défavorables nets (déduire : ajustements favorables nets) liés à l'impôt sur le résultat	(19)	(13)
	1 441	1 396
Dénominateur – Bénéfice net ajusté par action ordinaire	2,44	2,35
Ratio ajusté (en %)	78	75

Couverture par le bénéfice : Cette mesure est définie dans le Règlement 41-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et dans les règlements connexes, qui est calculée comme suit :

Calcul du ratio de couverture par le bénéfice

Périodes de 12 mois closes les 30 juin (en millions de dollars, sauf les ratios)	2017	2016
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	1 241	1 420
Impôt sur le résultat (attribuable aux actions ordinaires)	430	490
Coûts d'emprunt (attribuables aux actions ordinaires) ¹	551	527
Numérateur	2 222	2 437
Dénominateur – Coûts d'emprunt (ci-dessus)	551	527
Ratio (fois)	4,0	4,6

1 Intérêts sur la dette à long terme plus les intérêts sur les emprunts à court terme et les autres emprunts et plus la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, plus la réintégration des intérêts comptabilisés à l'actif et moins les coûts d'emprunt attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle.

BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) : Nous avons publié des indications et présentons le BAIIA parce qu'il constitue une mesure clé utilisée pour évaluer le rendement consolidé. Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs et les établissements de crédit recourent largement en tant qu'indicateur du rendement opérationnel d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. Le BAIIA ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de TELUS ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie. Le BAIIA tel qu'il est calculé par TELUS correspond aux produits d'exploitation moins les montants inscrits aux postes « Achat de biens et services » et « Charge au titre des avantages du personnel ».

Nous calculons le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts, car il constitue une composante du **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** et du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**.

Nous pourrions également calculer un BAIIA ajusté qui exclurait les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas nos activités habituelles ou continues; selon nous, ce BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure d'évaluation et ne devrait pas être pris en compte aux fins d'une évaluation de notre capacité à assurer le service de la dette ou à contracter des dettes.

Rapprochement du BAIIA

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice net	386	416	827	794
Coûts de financement	142	134	280	257
Impôt sur le résultat	140	140	290	279
Amortissement des immobilisations corporelles	391	385	793	770
Amortissement des immobilisations incorporelles	135	114	265	229
BAIIA	1 194	1 189	2 455	2 329
Ajouter : coûts de restructuration et autres coûts	39	23	43	71
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	1 233	1 212	2 498	2 400
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil	—	(15)	—	(15)
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	(3)	(9)	(3)	(9)
BAIIA ajusté	1 230	1 188	2 495	2 376

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts : Cette mesure est définie comme le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts divisé par le montant net des charges d'intérêts, calculé sur 12 mois. Cette mesure est semblable au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS, comme il est décrit à la *rubrique 7.6, « Facilités de crédit »*.

Flux de trésorerie disponibles : Nous présentons cette mesure comme un indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Les flux de trésorerie disponibles ne doivent pas être substitués aux mesures présentées dans les tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie. Ils excluent les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients et les dettes fournisseurs), le produit tiré des actifs cédés ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses d'investissement (excluant les acquisitions de licences de spectre) et qui peuvent notamment être utilisés pour payer les dividendes, rembourser la dette, racheter des actions, ou effectuer d'autres investissements. Les flux de trésorerie disponibles peuvent être complétés de temps à autre par le produit tiré des actifs cédés ou par les activités de financement.

Calcul des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
BAIIA	1 194	1 189	2 455	2 329
Déduire : profits sans effet sur la trésorerie découlant de la vente d'immobilisations corporelles	—	(8)	(1)	(11)
Coûts de restructuration déduction faite des décaissements	—	(11)	(46)	(39)
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	(3)	(9)	(3)	(9)
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil	—	(15)	—	(15)
Éléments des tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie :				
Rémunération fondée sur des actions	23	22	39	38
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	20	22	41	44
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(13)	(14)	(35)	(39)
Intérêts versés	(125)	(132)	(267)	(255)
Intérêts reçus	1	1	1	1
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	(810)	(769)	(1 534)	(1 387)
Autres	6	—	6	—
Flux de trésorerie disponibles avant impôt	293	276	656	657
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements	(33)	(150)	(179)	(423)
Flux de trésorerie disponibles	260	126	477	234

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles selon notre définition et des entrées liées aux activités d'exploitation.

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des entrées liés aux activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie disponibles	260	126	477	234
Ajouter (déduire) :				
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	810	769	1 534	1 387
Ajustements aux fins du rapprochement avec les entrées liées aux activités d'exploitation	56	(3)	(176)	(166)
Entrées liées aux activités d'exploitation	1 126	892	1 835	1 455

Dettes nettes : Nous estimons que la dette nette est une mesure utile, parce qu'elle représente le montant des emprunts à court terme et des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couverts par la trésorerie et les placements temporaires disponibles. La mesure définie par les IFRS qui se rapproche le plus de la dette nette est la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. La dette nette est un élément du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**.

Calcul de la dette nette

Aux 30 juin (en millions de dollars)	2017	2016
Dettes à long terme, y compris la tranche à court terme	13 544	12 522
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	74	59
Passifs dérivés, montant net	64	1
Cumul des autres éléments du résultat global découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change associés aux titres de créance à long terme libellés en dollars américains (excluant les incidences fiscales)	(7)	—
Trésorerie et placements temporaires	(371)	(428)
Emprunts à court terme	100	103
Dettes nettes	13 404	12 257

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts : Cette mesure est définie comme la dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts sur 12 mois. Notre indication à long terme pour ce ratio est de 2,00 à 2,50 fois. (Se reporter à la *rubrique 7.5*, « *Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* ».) Cette mesure est analogue au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit, tel qu'il est décrit à la *rubrique 7.6*, « *Facilités de crédit* ».

Montant net des charges d'intérêts : Cette mesure est le dénominateur utilisé pour calculer le **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**. Le montant net des charges d'intérêts représente les coûts de financement excluant les intérêts sur la dette à long terme comptabilisés à l'actif, les intérêts nets des régimes à prestations définies du personnel et les recouvrements liés au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette, calculés sur 12 mois. Aucun recouvrement lié au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette n'a été comptabilisé en 2017 et en 2016. Les charges comptabilisées relativement à la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, le cas échéant, sont prises en compte dans le montant net des charges d'intérêts. Le montant net des charges d'intérêts s'est établi à 560 millions de dollars au cours de la période de 12 mois close le 30 juin 2017, et à 525 millions de dollars au cours de la période de 12 mois close le 30 juin 2016.

Coûts de restructuration et autres coûts : Afin de réduire nos coûts permanents, nous engageons des coûts de restructuration supplémentaires connexes non récurrents. Il est également possible que nous engagions des charges inhabituelles lorsque nous apportons des changements importants ou structurels à nos modèles d'affaires ou à nos modèles opérationnels. Les autres coûts comprennent également les coûts externes supplémentaires engagés relativement aux acquisitions d'entreprises ou à la cession d'activités, ainsi que les frais de litige, dans le contexte de pertes ou de règlements importants.

Composantes des coûts de restructuration et autres coûts

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Achat de biens et services	23	12	27	16
Charge au titre des avantages du personnel	16	11	16	55
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA	39	23	43	71

11.2 Indicateurs opérationnels

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une entité de télécommunications offrant des services mobiles et des services filaires. Elles n'ont cependant pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels Nombre concernant les abonnés des services mobiles, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période.

Taux de désabonnement, par mois Nombre d'appareils d'abonnés désactivés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. L'appareil d'un abonné des services prépayés de TELUS ou des services mobiles prépayés de Koodo ou de Public Mobile est désactivé lorsque ce dernier n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration des crédits prépayés.

Appareil d'abonné des services mobiles (« abonné ») Unité génératrice de produits tirés des services mobiles active et récurrente (p. ex., un téléphone mobile, une tablette ou une clé Internet mobile) dotée d'un numéro d'identité d'abonné unique (numéro SIM ou IMEI). De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque appareil aux fins de la facturation ou des services de soutien. Les appareils d'abonnés excluent les appareils offrant les services machine à machine (un sous-ensemble de l'Internet des objets) tels que ceux utilisés pour effectuer le suivi des biens, les systèmes de contrôle à distance et les compteurs, les distributeurs automatiques et les guichets automatiques sans fil.

Nombre d'abonnés des services filaires Unité génératrice de produits active et récurrente, qui a accès aux services autonomes y compris l'accès fixe à Internet, TELUS TV et les lignes résidentielles d'accès au réseau. De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque service aux fins de la facturation ou des services de soutien. Le nombre d'abonnés présentés ne tient pas compte des lignes d'affaires d'accès au réseau, car le remplacement des lignes utilisées pour les services de transmission de la voix par les services IP a entraîné des pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau sans qu'aucune baisse similaire des produits soit observée, en raison de la pertinence réduite de ces lignes d'affaires d'accès au réseau en tant qu'indicateur de rendement clé.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat et de résultat global

(non audité)

Périodes closes les 30 juin (en millions, sauf les montants par action)	Trimestres		Semestres	
	2017	2016	2017	2016
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Services	3 091 \$	2 952 \$	6 118 \$	5 876 \$
Équipement	168	164	326	336
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	3 259	3 116	6 444	6 212
Autres produits d'exploitation	14	32	27	44
	3 273	3 148	6 471	6 256
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achat de biens et services	1 433	1 331	2 746	2 631
Charge au titre des avantages du personnel	646	628	1 270	1 296
Amortissement des immobilisations corporelles	391	385	793	770
Amortissement des immobilisations incorporelles	135	114	265	229
	2 605	2 458	5 074	4 926
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	668	690	1 397	1 330
Coûts de financement	142	134	280	257
BÉNÉFICE AVANT IMPÔT	526	556	1 117	1 073
Impôt sur le résultat	140	140	290	279
BÉNÉFICE NET	386	416	827	794
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL				
Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat				
Variation de la juste valeur latente des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	19	1	10	(9)
Écart de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	—	6	3	2
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers disponibles à la vente	2	(3)	—	(3)
	21	4	13	(10)
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat				
Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	18	94	86	17
	39	98	99	7
BÉNÉFICE GLOBAL	425 \$	514 \$	926 \$	801 \$
BÉNÉFICE NET ATTRIBUABLE :				
Aux actions ordinaires	379 \$	416 \$	812 \$	794 \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle	7	—	15	—
	386 \$	416 \$	827 \$	794 \$
BÉNÉFICE GLOBAL ATTRIBUABLE :				
Aux actions ordinaires	418 \$	510 \$	909 \$	797 \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle	7	4	17	4
	425 \$	514 \$	926 \$	801 \$
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE				
De base	0,64 \$	0,70 \$	1,37 \$	1,34 \$
Dilué	0,64 \$	0,70 \$	1,37 \$	1,34 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION				
De base	592	593	591	593
Dilué	593	594	592	594

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière (non audité)

(en millions)	Au 30 juin 2017	Au 31 décembre 2016
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et placements temporaires, montant net	371 \$	432 \$
Débiteurs	1 408	1 471
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	95	9
Stocks	321	318
Charges payées d'avance	416	233
Actifs dérivés courants	1	11
	2 612	2 474
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles, montant net	10 902	10 464
Immobilisations incorporelles, montant net	10 612	10 364
Goodwill, montant net	4 121	3 787
Autres actifs non courants	766	640
	26 401	25 255
	29 013 \$	27 729 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passifs courants		
Emprunts à court terme	100 \$	100 \$
Créditeurs et charges à payer	2 222	2 330
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	38	37
Dividendes à payer	293	284
Facturation par anticipation et dépôts de clients	785	737
Provisions	69	124
Tranche à court terme de la dette à long terme	1 297	1 327
Passifs dérivés courants	35	12
	4 839	4 951
Passifs non courants		
Provisions	406	395
Dette à long terme	12 247	11 604
Autres passifs non courants	764	736
Impôt sur le résultat différé	2 347	2 107
	15 764	14 842
Passif	20 603	19 793
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	8 373	7 917
Participations ne donnant pas le contrôle	37	19
	8 410	7 936
	29 013 \$	27 729 \$

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

Périodes closes les 30 juin (en millions)	Trimestres		Semestres	
	2017	2016	2017	2016
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	386 \$	416 \$	827 \$	794 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des entrées liées aux activités d'exploitation :				
Amortissement des immobilisations corporelles et amortissement des immobilisations incorporelles	526	499	1 058	999
Impôt sur le résultat différé	93	32	186	1
Charge de rémunération fondée sur des actions, montant net	23	22	39	38
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	20	22	41	44
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(13)	(14)	(35)	(39)
Autres	24	(17)	5	(13)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	67	(68)	(286)	(369)
Entrées liées aux activités d'exploitation	1 126	892	1 835	1 455
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	(754)	(614)	(1 550)	(1 260)
Paiements en trésorerie au titre des licences de spectre	—	(145)	—	(145)
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions	(466)	—	(478)	(2)
Avances aux coentreprises immobilières	(8)	(11)	(13)	(23)
Sommes reçues des coentreprises immobilières	1	41	4	41
Produit de la cession	3	—	6	—
Autres	3	(6)	(12)	(6)
Sorties liées aux activités d'investissement	(1 221)	(735)	(2 043)	(1 395)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires	(260)	(261)	(544)	(524)
Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	—	(61)	—	(121)
Émission et remboursement d'emprunts à court terme	—	3	—	3
Émission de titres de créance à long terme	1 543	2 041	4 061	3 287
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(1 611)	(2 212)	(3 360)	(2 783)
Émission d'actions par une filiale aux détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle	—	292	—	292
Autres	—	(9)	(10)	(9)
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	(328)	(207)	147	145
SITUATION DE TRÉSORERIE				
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	(423)	(50)	(61)	205
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	794	478	432	223
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	371 \$	428 \$	371 \$	428 \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION				
Intérêts versés	(125) \$	(132) \$	(267) \$	(255) \$
Intérêts reçus	1 \$	1 \$	1 \$	1 \$
Impôt sur le résultat payé, montant net	(33) \$	(150) \$	(179) \$	(423) \$

Trimestres clos les 30 juin (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Produits d'exploitation								
Produits externes								
Services	1 732 \$	1 615 \$	1 359 \$	1 337 \$	— \$	— \$	3 091 \$	2 952 \$
Équipement	116	116	52	48	—	—	168	164
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	1 848	1 731	1 411	1 385	—	—	3 259	3 116
Autres produits d'exploitation	(2)	23	16	9	—	—	14	32
	1 846	1 754	1 427	1 394	—	—	3 273	3 148
Produits interservices	11	14	52	48	(63)	(62)	—	—
	1 857 \$	1 768 \$	1 479 \$	1 442 \$	(63) \$	(62) \$	3 273 \$	3 148 \$
BAIIA¹	783 \$	793 \$	411 \$	396 \$	— \$	— \$	1 194 \$	1 189 \$
Dépenses d'investissement ²	259 \$	258 \$	551 \$	511 \$	— \$	— \$	810 \$	769 \$
							Produits d'exploitation externes (ci-dessus)	3 273 \$
							Achat de biens et services	1 433
							Charge au titre des avantages du personnel	646
							BAIIA (ci-dessus)	1 194
							Amortissement des immobilisations corporelles	391
							Amortissement des immobilisations incorporelles	135
							Bénéfice d'exploitation	668
							Coûts de financement	142
							Bénéfice avant impôt	526 \$

1 Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAIIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.

2 Total des dépenses d'investissement.

Semestres clos les 30 juin (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Produits d'exploitation								
Produits externes								
Services	3 411 \$	3 195 \$	2 707 \$	2 681 \$	— \$	— \$	6 118 \$	5 876 \$
Équipement	218	233	108	103	—	—	326	336
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	3 629	3 428	2 815	2 784	—	—	6 444	6 212
Autres produits d'exploitation	—	28	27	16	—	—	27	44
	3 629	3 456	2 842	2 800	—	—	6 471	6 256
Produits interservices	22	28	104	95	(126)	(123)	—	—
	3 651 \$	3 484 \$	2 946 \$	2 895 \$	(126) \$	(123) \$	6 471 \$	6 256 \$
BAIIA¹	1 603 \$	1 549 \$	852 \$	780 \$	— \$	— \$	2 455 \$	2 329 \$
Dépenses d'investissement ²	508 \$	438 \$	1 026 \$	949 \$	— \$	— \$	1 534 \$	1 387 \$
							Produits d'exploitation externes (ci-dessus)	6 471 \$
							Achat de biens et services	2 746
							Charge au titre des avantages du personnel	1 270
							BAIIA (ci-dessus)	2 455
							Amortissement des immobilisations corporelles	793
							Amortissement des immobilisations incorporelles	265
							Bénéfice d'exploitation	1 397
							Coûts de financement	280
							Bénéfice avant impôt	1 117 \$

1 Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAIIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.

2 Total des dépenses d'investissement.



Communiqué

TELUS Corporation AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES

LE PRÉSENT AVIS ANNONCE que le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,4925 \$ CA par action sur les actions ordinaires émises et en circulation. Ce dividende sera versé le 2 octobre 2017 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 8 septembre 2017.

Par ordre du conseil d'administration

Monique Mercier

Vice-présidente à la direction, Affaires corporatives, chef des services juridiques et de la gouvernance

Vancouver (Colombie-Britannique)

Le 10 août 2017

Personne-ressource : Relations avec les investisseurs

1-800-667-4871

ir@telus.com